

*l'Anti*capitaliste

n°271 | 8 Janvier 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



REPRENONS L'OFFENSIVE

Dossier

2014: Profits, crise, guerres et révoltes... Pages 6 et 7

ÉDITO

Pas de trêve pour les migrantEs...

Page 2

PREMIER PLAN

Ce n'est pas le froid qui tue, c'est le capitalisme

Page 3



ACTU POLITIQUE

Macron: ici et maintenant

Page 4

LIBRE EXPRESSION

Grèce: entretien avec Antonis Davanellos (DEA/Syriza)

Page 12



édito

Par ROSELINE VACHETTA

Pas de trêve pour les migrantEs...

E ntre Noël et le jour de l'An, deux cargos extrêmement vétustes ont été abandonnés en pleine mer avec 1500 personnes à bord, sans eau, ni vivres ni couvertures...

D'après le Haut-Commissariat des Nations unies, 207 000 migrantEs ont embarqué sur des navires poubelles en 2014, sans aucune certitude d'arriver à bon port, soit trois fois plus qu'en 2011. Cette année, 3 419 sont décédés. Un trafic humain et des morts scandaleuses, révoltantes, inacceptables. Un trafic de mieux en mieux organisé... et de plus en plus juteux, qui trouve finalement bien sa place dans ce système économique d'exploitation de l'homme pour la recherche du profit maximum à n'importe quel prix. En effet, d'après l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, la traversée coûte en moyenne 6 000 euros à chaque passager, et la totalité de ces voyages a rapporté cette année 6 milliards d'euros.

Cette année, et pour la première fois, la majorité des migrantEs viennent de zones en guerre, en particulier de Syrie. Refusant de choisir entre Assad et Daesh, il fuient, quand ils en ont les moyens, avec leurs familles en danger de mort. Ces déplacés des guerres se réfugient d'abord dans les pays limitrophes – la Libye, le Liban ou la Turquie – mais devant l'afflux de nouveaux immigrantEs, ils sont souvent obligés de partir plus loin...

Toutes ces personnes sont non seulement victimes des trafiquants criminels mais également des politiques que conduisent les puissances occidentales impérialistes dans cette région du monde. Ces puissances qui depuis des années créent le chaos, encouragent la naissance de monstres politiques tels que Daesh et dressent des frontières.

La politique d'asile développée par le gouvernement français est celle de rejet violent visant à dissuader les demandes. La France est le pays européen qui a le plus long délai d'attente pour l'obtention du statut de réfugié. Les visas sont délivrés au compte-gouttes, et la France accueille 4 000 réfugiés... sur les 3,3 millions qui ont fui les combats!

En ce début d'année, plus que jamais, solidarité avec les migrantEs... et nos pires vœux à ce gouvernement!

À la Une

En 2015, ne plus subir, agir! REPRENONS L'OFFENSIVE

Il est vraiment difficile de dire « bonne année! » en cette rentrée...

D ifficile de dire « bonne année! » quand, par milliers, des hommes, des femmes et des enfants risquent leur vie pour traverser la Méditerranée, fuyant la guerre et la répression féroce de Assad et tombant dans les mains de leurs assassins, qu'ils soient passeurs mafieux ou promoteurs du sinistre système Frontex... Difficile de dire « bonne année! » quand, à Champlan, un maire refuse l'inhumation d'une enfant dans le cimetière de sa commune simplement parce qu'elle est Rom. Cet ultime abus de pouvoir, insupportable, n'est que l'aboutissement d'un racisme quotidien. Et quand Valls s'indigne, on ne peut s'empêcher de penser à ses déclarations et aux actes de son gouvernement contre les Roms.

Quelque chose se passe...

Pourtant le journal *Libération* nous promet « *Le printemps de la gauche rouge* » en Une, en évoquant les perspectives électorales de Syriza et de Podemos. Bien sûr, notre rouge est probablement plus pourpre et nos printemps pas d'abord électoraux, mais si l'espoir peut pointer le bout de son nez, on ne boudera pas notre plaisir.

Une nouvelle donne se profile, pleine de contradictions mais aussi d'espoirs pour les peuples. Nous devons suivre ce qui se passe de près, avec nos convictions mais toujours solidaire. Car cette nécessaire solidarité se mesure à la hargne que cette perspective déclenche, du FMI qui suspend ses aides à Merkel qui « *accepterait la sortie de la Grèce de l'euro* », en passant par Moscovici... Quels que soient les débats et les désaccords avec la direction de Syriza, c'est pour toutes celles et tous ceux qui refusent les politiques d'austérité en Europe, à la fois un devoir de solidarité avec le peuple grec et un



En 2015, rira bien... DR

enjeu pour le rapport de forces de faire cesser le chantage de la Troïka. Il en est de même pour les grèves générales en Italie et en Belgique, et les mobilisations dans l'État espagnol. Là encore, il y a des débats et des difficultés, des désaccords et des illusions... mais il y a surtout volonté de changer : engagement, solidarité, créativité et détermination.

À quand notre tour?

Ce n'est pas la campagne médiatique de Hollande qui peut faire espérer quoi que ce soit de positif. Il peut se la jouer offensif, son chemin nous ne le connaissons que trop : il ne mène qu'à l'augmentation du chômage et à la dégradation des conditions de vie. Les bonnes nouvelles ne peuvent venir que d'un regain des mobilisations, d'un sursaut du mouvement social. Alors que nous fêtons les 40 ans de la loi Veil, c'est l'occasion de se rappeler que les luttes peuvent gagner, que des droits, comme l'a été le droit à l'avortement, peuvent être conquis et que des mouvement

puissants, comme le mouvement autonome des femmes, peuvent se construire et imposer des changements à toute la société. Aussi il n'y a aucune raison de renoncer à imposer le droit de vote pour celles et ceux qui vivent ici, aucune raison de se résigner devant les morts de la rue et de la misère, aucune raison de renoncer à imposer le droit au logement pour toutes et tous...

Pour bien commencer l'année...

En ce début janvier, une urgence s'impose : s'opposer pied à pied à la politique du gouvernement, à commencer par la loi Macron. Ce monstre aux multiples gueules s'attaque au code du travail, à la médecine du travail, à l'inspection du travail, aux prud'hommes, pour en finir avec « *tout ce qui bloque, empêche, freine et nuit à l'égalité et au progrès* » selon Hollande... En réalité pour détruire ce qui reste des protections des salariéEs! De plus en plus de voix s'élèvent contre ce projet, c'est une bonne chose. Nous disons chiche! Chiche

à l'indispensable construction unitaire d'une mobilisation, pas une mobilisation symbolique pour se dédouaner ou pour préparer les échéances électorales, une vraie mobilisation pour faire céder le gouvernement, donc des cadres de mobilisation, des centaines de militantEs qui convainquent dans les entreprises et les quartiers, un rapport de forces jusqu'au retrait pur et simple. Cela ferait un bon début d'année!

Pas à une contradiction près, Hollande poursuit son affichage « climatique » en prévision de la conférence qui se tiendra à Paris à la fin de l'année... tout en continuant sa course à la croissance et aux grands projets destructeurs, réaffirmant que l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes « *sera lancé* ». Alors oui, une bonne année 2015 serait aussi pour nous celle de la construction d'un mouvement puissant, d'une mobilisation monstre, pour changer le système, pas le climat!

Christine Poupin, Olivier Besancenot et Philippe Poutou

AFGHANISTAN

La politique du chaos

Le 31 décembre a officiellement pris fin la présence des troupes de l'Otan en Afghanistan, après treize années d'aventure militaire qui ont englouti plus de 1 000 milliards de dollars de dépenses pour Washington, soit plus de 800 milliards d'euros, et coûté la vie à 3 485 soldats de la coalition, et des milliers de morts aux populations...

L e dernier contingent de l'armée française engagé dans ce fiasco se retire aussi. Une fin qui ressemble à une déroute.

Wait and see

Suite à un accord signé par les USA avec le nouveau pouvoir mis en place sous leur propre autorité, 12 500 soldats de la Force internationale d'assistance à la sécurité,

en majorité américains, resteront sur le sol afghan dans le cadre de la mission « Soutien résolu » afin d'encadrer l'armée afghane. Parallèlement, 4 500 soldats, en majorité américains, resteront hors du cadre de l'Otan pour mener des opérations de combat, cela pour deux ans. Au lendemain de son arrivée au pouvoir, en 2009, Obama avait décidé le « *surge* », un renfort qui porta un

temps les troupes de l'Otan jusqu'à 150 000 hommes. « *Les gains tactiques de l'Otan n'ont pas été transformés en gains stratégiques* », commente très sérieusement un officier occidental... pour dire que ce gigantesque déploiement de troupes baptisé « Liberté immuable » n'a fait que renforcer les talibans face à une occupation militaire insupportable pour l'immense majorité de la population.

La Maison Blanche et le Pentagone sont donc contraints de reconnaître leur impasse et leur impuissance à maîtriser la situation que leur politique a engendrée... comme en Irak, en Libye, au Moyen-Orient ou en Ukraine. Ils n'ont plus qu'une politique : laisser libre cours au chaos qu'ils ont créé.

Libéralisme militariste...

Les grandes puissances vont continuer de déverser des milliards, non pour aider la population mais pour fournir les troupes mercenaires. Au sommet de Newport, en septembre dernier, l'Alliance atlantique s'est engagée à financer les forces afghanes (352 000 hommes) à hauteur de 5,2 milliards de dollars par an jusqu'à la fin de 2017. Cet afflux de dollars sera bien impuissants à contenir la poussée des talibans. Ils ne serviront qu'à

BIEN DIT

Je suis de culture musulmane, ça c'est le hasard, je suis profondément laïc. Ce livre m'a foutu la gerbe, (...) je me suis senti insulté. (...) L'année démarre avec ça, c'est-à-dire avec l'islamophobie installée et diluée dans le livre d'un grand romancier français. C'est un roman qui habitue au racisme anti-musulman.

L'animateur télé et radio ALI BADDOU à propos du nouveau livre de Michel Houellebecq *Soumission*, sur l'antenne de Canal plus lundi 5 janvier

Un monde à changer

ROMS. Champlan (Essonne), Saint-Gilles (Gard), Lille (Nord)...

En peu de jours, à peine sortis des «fêtes», trois illustrations de la situation des Roms.

Christian Leclerc, le maire de Champlan, a refusé l'inhumation d'un bébé dans le cimetière de sa commune. Maria Francesca, âgée de deux mois et demi, est décédée dans la nuit de Noël à l'hôpital de Corbeil-Essonnes. Sa famille vit avec une trentaine d'autres sur un terrain de Champlan. Les parents payaient les frais d'inhumation et le prix de la concession... Mais le maire ne l'a pas voulu. Maria Francesca a été finalement enterrée à Wissous le 5 janvier.

«Voilà que les familles Roms sont une nouvelle fois menacées d'évacuation et d'expulsion! Mais pour aller où???» Voilà ce qui se disait le 5 janvier au rassemblement devant le tribunal administratif de Nîmes (Gard) pour soutenir des familles Roms menacées d'expulsion. Elles vivent depuis février dernier sur la route de Saint-Gilles. Leur expulsion pour occupation sans droit ni titre est demandée. Le collectif de soutien aux familles réclame un logement stable et durable.

Le 4 janvier, une cinquantaine de personnes se sont rassemblées à la

gare de Lille-Flandres en hommage au bébé rom de deux mois et demi décédé jeudi dans ce même lieu. Un communiqué a été lu, soulignant les conditions de vie de la famille de la petite Francesca qui vivait dans un baraquement non loin de la gare. «Les services sociaux avaient alerté les pouvoirs publics sur la précarité de cette situation et demandé une mesure d'hébergement. Ce signalement est resté sans suite et sans réponse», indique le communiqué qui réclame «l'ouverture de davantage de places d'hébergement d'urgence».

Le cas de Champlan a soulevé le plus d'émotion dans les médias et chez les politiciens. Même le Front national s'est senti obligé de condamner le maire... Mais le racisme envers les Roms et le refus de créer les conditions d'une vie décente pour eux et leurs enfants vient des sommets de l'État. On se souvient du discours de Grenoble de Nicolas Sarkozy en 2010 dénonçant les Roms. Manuel Valls s'était engagé personnellement dans une campagne contre les Roms lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, fournissant des justifications aux expulsions de leurs campements. Isoler une population sous prétexte qu'elle serait différente est inadmissible, et conduit progressivement aux pires horreurs...

SOCIÉTÉ **Ce n'est pas le froid qui tue, c'est le capitalisme**

Un coup de froid, et les médias «découvrent» entre les deux réveillons qu'en France, à la veille de 2015, on peut mourir dans la rue. Non de froid mais d'exclusion, de pénurie de logements, d'une misère qui interdit de payer un loyer, de vivre dans un logement décent.

Après la visite d'un centre hébergeant une centaine de personnes en situation précaire, Manuel Valls a osé formuler des «vœux de solidarité et de générosité»... oubliant sa campagne contre les Roms lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, oubliant sa politique favorable à ses amis les patrons, oubliant une politique d'austérité, de reculs sociaux qui s'attaque toujours plus aux plus démunis.

Une des plus dramatiques conséquences de cette politique, c'est le décès, dans la rue, chaque année, de près de 300 personnes, hiver comme été. En France, l'âge moyen de décès des sans-abris est de 48 ans, quand l'espérance de vie moyenne est de plus de 80 ans!

Le froid ne représente qu'une faible part des décès des sans-logis. Si dans près de la moitié des cas, les circonstances sont «inconnues», les causes «externes» (suicides, morts violentes, accidents) représentent environ 20% des cas connus, la maladie, notamment les cancers, étant également souvent à l'origine de la mort.



Un SDF se réchauffant sur une bouche de métro. PHOTOTHÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

Selon la Fondation Abbé Pierre (qui reprend les chiffres de l'Insee), on compte 141500 personnes sans domicile en France, dont 112000 sans-abri (les autres se trouvant dans des foyers de demandeurs d'asile ou des résidences sociales), et 3,52 millions de mal-logés. Ce chiffre est en progression de 44% par rapport à 2001. Deux SDF sur cinq déclarent n'avoir jamais eu de logement personnel. Toujours selon l'Insee, 38% sont des femmes et plus d'un quart des personnes qui

dorment parfois ou toujours dans la rue (26%) sont accompagnées de leurs enfants, ce qui correspond à 30 000 enfants privés de logement.

Une exigence de dignité... et constitutionnelle!

Dans le même temps, on évalue à plus de 100 000 les logements vacants à Paris et autant de résidences secondaires. Sur l'ensemble du territoire, ce sont plus de 2 millions de logements qui seraient ainsi libres. Et il faut

ajouter les millions de mètres carrés de bureaux et locaux vacants, dont certains appartiennent aux collectivités publiques. Et bien entendu la loi sur la réquisition des logements vacants n'est toujours pas appliquée! Pas étonnant dans ces conditions que chaque jour le 115 soit dans l'incapacité de proposer des hébergements à des dizaines de sans-abri. Les demandeurEs de logements sociaux parisiens, le plus souvent prioritaires DALO¹, sont confrontés à des conditions de vie toujours plus insupportables.

Pour commencer à satisfaire une exigence de dignité mais aussi pour répondre aux exigences de la Constitution, il faut une tout autre politique que celle, révélatrice qui prévaut dans le projet de loi Macron qui a pour objectif, comme l'a réalisé Sarkozy, de favoriser les logements «intermédiaires», trop chers pour la majorité de la population...

Nous devons être partie prenante des mobilisations et manifestations, à l'initiative notamment du DAL, pour exiger la réquisition du DAL, pour exiger la réquisition ou la mobilisation de 100 000 logements vacants; le logement de tous les prioritaires DALO; l'accueil des sans-logi jusqu'au logement, et, pour les familles, à proximité des écoles des enfants; l'arrêt des expulsions, la baisse des loyers et des charges; la taxation de la spéculation; la réalisation massive de vrais logements sociaux.

Robert Pelletier

1- On estime à 600 000 le nombre de ménages concernés par «le droit au logement opposable» (DALO), soit 1700 000 personnes.

Le chiffre

4100 milliards

C'est, en dollars, la fortune des 400 personnes les plus riches du monde (estimée par Bloomberg), soit le quart du PIB américain et presque une fois et demie le PIB français. Elle s'est accrue de 92 milliards l'an dernier, en progression de 2,3%.



Agenda

Mercredi 14 janvier, rencontres de la Brèche, Paris. Présentation du livre d'Ernest Mandel *les Ondes longues du développement capitaliste* par Michel Husson, auteur de la postface, à 19h à la librairie.

Samedi 17 janvier, manifestation nationale pour les droits des femmes, Paris. Pour les 40 ans de la loi sur l'avortement, à 14h30 place de la Bastille.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Un bébé rom meurt dans les bras de sa mère qui mendiait à Lille. Utiliser un bébé comme appât comprend des risques!

Tweet de JEAN-YVES NARQUIN, délégué général du Rassemblement Bleu Marine et maire de Villedieu-le-Château, à propos de la mort d'un bébé rom de deux mois et demi...

poursuivre une guerre dont ses initiateurs mêmes sont bien incapables de définir les buts. Pas plus que les armées, ces dollars ne réussiront à soumettre la population... et au final, cette manne financière pourrait bien finir chez les talibans.

Le chaos profite aux talibans

Treize ans après avoir été chassés du pouvoir, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, les talibans sont à l'offensive contre un pouvoir fantôme et sans autorité. Trois mois après son élection, le président Ghani et son chef de l'exécutif Abdullah Abdullah, réunis dans un incertain gouvernement d'union nationale que l'un et l'autre n'ont accepté que sous la pression des USA, n'ont toujours pas mis en place leur cabinet. Les désertions se multiplient au sein de l'armée afghane qui compte

5000 morts pour la seule année 2014, alors que l'ISAF (la « Force internationale d'assistance à la sécurité ») avait déploré 3500 tués en treize ans. Il se pourrait donc bien que cette armée se désagrège et qu'une partie d'entre elle passe avec armes et bagages du côté des talibans. Depuis 2002, les États-Unis ont investi plus de 104 milliards de dollars en Afghanistan, pays de 30 millions d'habitants, mais ces milliards n'ont en rien profité à la population, finançant principalement l'armée, les trafics qui s'organisent autour d'elle, et la corruption. C'est ce que continueront à faire les milliards déversés par les USA alors que la population connaît la misère. Les fruits sanglants de la politique des grandes puissances et du monde libéral et impérialiste en décomposition.

Yvan Lemaître



Otan go home, on range les drapeaux... DR

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ROYBON (38)

2015, année de la MaquiZAD de Chambaran

Le 23 décembre, le juge des référés du tribunal administratif a suspendu (à la demande des fédérations de pêche de la Drôme et Rhône-Alpes) l'arrêt du préfet de l'Isère ayant délivré une autorisation « loi sur l'eau » à la société Roybon Cottages du Groupe Pierre et Vacances. Si cette décision bloque pour quelques semaines les travaux sur le site de la forêt de Chambaran, les tenants du projet de Center Parcs ne renoncent pas.

À commencer par M. Bremond, PDG du groupe. On le comprend lorsqu'on sait que Pierre et Vacances est en grande partie à l'origine de la politique mise en place depuis les années 90, qui a offert aux propriétaires de résidences de tourisme des réductions d'impôts. Le système permet aux investisseurs de bénéficier d'un avantage fiscal (plafonné à 300 000 euros) et d'une récupération de la TVA (à condition de s'engager à louer son bien pendant 9 ans à un gestionnaire). Chaque investisseur peut ainsi économiser jusqu'à 33 000 euros d'impôt (*Reportage* du 18 décembre 2014)... cela grâce à un amendement à la loi de finances 2013 déposé par Jérôme Cahuzac, à l'époque ministre du budget. Une initiative arrivée quelques jours après qu'il eut reçu en entretien le PDG de Pierre et Vacances très directement intéressé par ce dispositif, comme l'a signalé le groupe EÉLV de l'Isère en février 2014.



DR

Mais certains élus locaux ne sont pas en reste, comme le maire UDI de Roybon, Serge Perraud, patron du groupe de transport SA groupe Jean-Perraud. Il est déjà soupçonné d'avoir mis en œuvre des pratiques anticoncurrentielles d'entente prohibées (décision n° 02-D-55 du 13 septembre 2002 relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur des transports routiers de voyageurs dans le département de l'Isère) et cinq de ses filiales employant un total de 80 salariés ont été placées en liquidation judiciaire le mardi 23 juillet 2013 (*le Dauphiné* du 3 août 2013). C'est cette même personne qui se pose en grand défenseur de l'emploi... sur la zone humide de Chambaran.

La MaquiZAD tient et se renforce!

« Grâce aux efforts de chacunE, la vie quotidienne se déroule tranquillement, de nombreuses personnes, de toutes générations et de tous milieux culturels passent pour cinq minutes ou plusieurs jours. Des gens qui viennent régulièrement comme de simples curieux de passage, des enfants et des grands-parents, des Roybonnais et des Suisses... » (communiqué de la MaquiZAD du 3 janvier 2015).

Cela fait maintenant plus d'un mois que la Maison forestière est occupée et que les cabanes remplacent les machines de destruction massive dans la forêt. Malgré le froid et la neige, malgré la pression exercée par la gendarmerie qui bloque les accès (à la demande du socialiste André Vallini, secrétaire d'État à la réforme territoriale, ex-président du conseil général, maire de Tullins, siège du groupe Perraud...), malgré les diverses agressions, malgré les fréquents sabotages des constructions par des « inconnus en 4X4 », l'occupation continue et se renforce.

CorrespondantEs Drôme et Isère

Après la présentation de la loi au conseil des ministres, le dispositif d'examen de la loi Macron à l'Assemblée nationale est en place. Le mois de janvier sera largement occupé à l'Assemblée nationale par les débats sur le projet de loi relatif à l'activité. Déposée le 10 décembre, elle est examinée en commission spéciale du lundi 12 au dimanche 18 janvier inclus. Fait assez exceptionnel, Macron a décidé d'assister personnellement à la grande majorité des travaux, sans doute pour ne pas voir intégrer d'amendements trop « sociaux » dans ce projet de loi exclusivement libéral. L'examen en séance plénière est prévu à partir du lundi 26 janvier, et devrait se prolonger la semaine suivante.

On le voit, le gouvernement veut aller vite pour donner à la Commission européenne des gages de bon élève dans la destruction des droits des salariés. Et certains députés de droite – Mariton, Lefebvre, Apparu et Mariani – sont prêts à la voter. Ainsi le gouvernement n'a pas à avoir beaucoup d'inquiétude, Macron aura bien une majorité.

Opposition dans l'hémicycle?

Depuis l'annonce du contenu de projet de loi Macron, les prises de positions hostiles se multiplient au sein de la majorité. Que ce soit du côté des « frondeurs », de l'aile gauche du PS, de Martine Aubry ou encore de Cécile Duflot qui a appelé ouvertement dans les colonnes du JDD « à mettre en échec » le projet de loi, les voix se multiplient contre celui-ci...

Mais pour une grande partie d'entre eux, ce n'est pas le retrait qui est

MACRON Ici et maintenant

Le projet de loi sur « la croissance et l'activité » du ministre de l'Économie Macron, attaque majeure contre les droits des travailleurs, concentre l'offensive patronale, « pro-business » menée par ce gouvernement. En cette rentrée, l'heure est à la construction de la mobilisation la plus unitaire possible pour son retrait.



Le CLIC-P dans la manifestation du 16 décembre dernier. LD

demandé mais de simples amendements au projet de loi, et pour certains, seul le travail dominical semblerait poser véritablement problème.

Par ailleurs, au vu de l'attitude de ces pseudo-opposants de l'hémicycle, en particulier celle des « frondeurs » qui au mieux s'abstiennent et au pire votent les pires attaques, comme cela a été le cas avec le budget rectificatif, nous n'avons rien à attendre de ce côté-là. Seule la mobilisation la plus large permettra le retrait de ce projet désastreux.

Macron entend faire passer sa loi avant la raclée programmée des

départementales-cantoniales de mars 2015. Le projet de loi est présenté en procédure d'urgence, avec une seule lecture au Parlement. Il est donc urgent de nous mobiliser rapidement contre cette régression, sociale sur le fond et totalement antidémocratique sur la forme.

C'est dans la rue que ça doit se passer!

Après une dernière journée réussie le 16 décembre, les organisations syndicales du commerce parisien, réunis dans une intersyndicale, le CLIC-P, mènent campagne depuis plusieurs semaines autour de la diffusion massive d'une carte postale,

et appellent à manifester le lundi 26 janvier lors de l'ouverture du débat parlementaire sur le projet de loi Macron. Depuis, ils ont notamment été rejoints par le collectif national 3A (avec la publication d'un communiqué « Non à la loi Macron »), ainsi que l'UD CGT 75. Il faut évidemment que d'ici là, d'autres organisations appellent à cette journée du 26 janvier qui doit être une première étape réussie dans la construction d'une mobilisation nationale et déterminée pour le retrait pur et simple du projet Macron. Car c'est bien à la construction d'un mouvement d'ensemble contre la loi Macron qu'il faut s'atteler, et c'est évidemment au mouvement syndical en premier lieu de l'initier. Dans cette situation, la CGT a évidemment une responsabilité particulière, cela lui serait bien utile pour sortir de ses problèmes internes. Au-delà, l'ensemble du mouvement syndical qui veut se battre devrait être à l'initiative d'un appel unitaire à la grève pour ce 26 janvier, mais aussi doit discuter très vite des suites à donner.

Prenons exemple sur les mobilisations en Belgique, en Italie ou dans l'État espagnol, et pour bien commencer cette nouvelle année, affrontons le gouvernement!

Sandra Demarcq

IVG 40 ans de droit, manifestons!

À Paris et dans quelques autres villes, les organisations féministes appellent à un grand rassemblement le samedi 17 janvier, pour fêter notre droit à l'avortement si chèrement acquis.

Adopté en 1975 après des années de mobilisations féministes, le droit à l'IVG (Interruption volontaire de grossesse) nous semblait inscrit dans le marbre...

Un droit fragile

L'année dernière, la proposition du gouvernement espagnol de supprimer l'IVG nous a rappelé la fragilité de cet acquis. Le 1^{er} février 2014, à Madrid et dans de nombreuses capitales européennes, nous avons manifesté pour réaffirmer ce droit fondamental au contrôle de nos corps, et au droit de choisir d'avoir ou pas des enfants, et à quel moment et avec quel partenaire le faire. Pour nous, cela signifie qu'il ne peut y avoir ni culpabilisation ni stigmatisation des femmes jugées trop souvent irresponsables ou laxistes sur le sujet. Un droit est fait pour s'en servir, et nous sommes assez grandes pour savoir quand et comment nous devons l'utiliser.

Un droit à améliorer

Ce quarantième anniversaire nous rappelle le chemin parcouru depuis 1975, les nombreuses bagarres menées depuis : pour son remboursement à 100 % ; pour l'accès anonyme aux mineures ; pour l'allongement du délai de l'IVG, passé de 10 à 12 semaines.

Aujourd'hui encore, de nombreuses choses restent à faire : d'abord pour que l'IVG puisse être pratiquée partout sur le territoire, car, avec les 140 fermetures de centres en 10 ans, c'est de plus en plus difficile ; pour que des lieux d'accueil y soit dédiés et pas seulement des salles mitoyennes à la maternité ; pour une revalorisation de l'acte et une meilleure reconnaissance pour les praticiens ; pour un nouvel allongement du délai ; pour le remboursement intégral de tous les examens et des consultations pré et postopératoires, et pour son accès universel (aux mineures, aux femmes sans-papiers, etc).

Un droit à défendre

L'appel à la manifestation met clairement en avant la revendication d'abrogation de la loi HPST (Hôpital patient santé territoires, dite loi Bachelot), à l'origine de la fermeture de centres IVG et de la baisse des moyens, ainsi que l'arrêt des politiques d'austérité appliquées à l'hôpital aggravées par le gouvernement actuel.

En parallèle, l'offensive réactionnaire a lieu aussi dans la rue et sur le plan idéologique : la prochaine « marche pour la vie » des anti-IVG, les prières publiques de « SOS tout petits », les déclarations de Marine Le Pen sur le déremboursement de l'IVG, ou celles plus récentes sur



« l'IVG de confort », favorisent ce climat de reculs. Nous devons nous saisir de ce 40^e anniversaire pour prendre la

rue et réaffirmer fermement notre droit de choisir. Faisons de cette date un rendez-vous festif et revendicatif! **Hélène Pierre**

TUNISIE Quatre ans après janvier 2011

Nidaa justifie le choix d'Habib Essid par ses « *compétences et son expérience en matière de sécurité* ». Autrement dit, pour sa capacité à réprimer les mobilisations s'opposant à la politique d'austérité votée conjointement à l'Assemblée par les néolibéraux, « modernistes » ou islamistes.

L'arnaque du vote pour Nidaa et Essebsi

Lors des élections législatives et présidentielles, la majorité des électeurs qui avaient voté pour eux avaient avant tout espéré ainsi parvenir à tourner définitivement la page de deux années de pouvoir d'Ennahdha et de son allié Marzouki.

Le pouvoir en place en 2012-2013 avait en effet cherché à imposer une islamisation de la société et de l'État, passant notamment par une remise en cause des droits des femmes et des libertés. Il avait tiré à la chevronne sur la population de Siliana, et avait protégé les milices islamistes qui s'attaquaient aux locaux syndicaux et assassinaient des responsables politiques.

Face à la mobilisation populaire, le gouvernement Ennahdha avait finalement été contraint de démissionner en janvier 2014. Simultanément, une Constitution améliorant les libertés (et notamment les droits des femmes) avait été votée, et des élections programmées pour la fin de l'année 2014.

La tentation du « Tout sauf Ennahdha »

Le fait que certains électeurs se réclamant de la gauche aient voté pour Nidaa et Essebsi ne signifie pas pour autant qu'ils partagent les objectifs des membres de l'ancien régime qui dirigent ce parti. Cela est particulièrement vrai sur le plan économique et social où Nidaa se situe dans la

Nouveau Premier ministre, Habib Essid a la particularité d'avoir participé au pouvoir sous l'ancien dictateur Ben Ali et sous le Premier ministre islamiste Jebali. Il avait également été ministre de l'Intérieur lorsque l'actuel président de la République avait été Premier ministre en 2011...



Essid et Essebsi, le vieux personnel... DR

continuité de la politique de Ben Ali et des gouvernements qui lui ont succédé.

La vanité du « Tout sauf Ennahdha » sera encore plus évidente si l'alliance entre Nidaa et Ennahdha, déjà réalisée à l'Assemblée, se prolongeait par une participation d'Ennahdha au futur gouvernement, comme semble le présager le choix d'Habib Essid comme Premier ministre...

L'OPA de Marzouki sur la base d'Ennahdha

Soucieuse de maintenir une partie de ses positions au sein de l'appareil d'État, la direction d'Ennahdha a multiplié les démarches pour obtenir quelques ministères. Ceci explique sans doute pourquoi le deuxième

parti politique tunisien n'a pas présenté de candidat contre Essebsi aux présidentielles. La contrepartie de cette attitude a été qu'une grande partie de sa base l'a lâchée pour rejoindre Marzouki, notamment dans le sud du pays.

La présence de plus en plus voyante d'anciens du parti de Ben Ali au sein de Nidaa Tounès et parmi ses alliés, a renforcé ces ralliements à Marzouki, qui touchent également quelques anti-bénéficiaires viscéraux issus de la gauche.

La consolidation d'une troisième voie

Adversaire farouche d'Ennahdha, notamment responsable de l'assassinat de deux de ses dirigeants,

le Front populaire a pour autant refusé de se mettre à la remorque des néolibéraux et des nostalgiques de Ben Ali, contrairement à ce qu'il avait fait lors de l'éphémère Front de salut national constitué après l'assassinat de Mohamed Brahmî en juillet 2013.

Après de longs débats, le Front a notamment présenté ses propres listes aux élections et refusé de voter le budget. Même si il n'a pas pu convaincre l'ensemble de son électorat potentiel du bien-fondé d'une telle démarche indépendante, le Front populaire a multiplié par 2,5 le nombre de ses députés et est arrivé en troisième position aux présidentielles. Comme il l'avait déjà fait en 2014, le Front ne devrait logiquement ni voter la confiance au futur gouvernement ni à plus forte raison participer à celui-ci.

Le troisième tour social a déjà commencé

La chute du gouvernement Ennahdha en janvier 2014 avait facilité la reprise des luttes : fin octobre 2014, le nombre total des jours de grève avait déjà dépassé celui de toute l'année record 2011. Le dernier trimestre 2014 a vu se multiplier le nombre de préavis de grève se traduisant par exemple dans l'enseignement secondaire par plusieurs jours de grève nationale à plus de 90%.

Tout indique que cette tendance devrait se poursuivre en 2015 avec la mise en œuvre du plan d'austérité voté par Nidaa et Ennahdha. Celui-ci prévoit notamment la remise en cause de subventions aux produits de première nécessité, dont le maintien est vital pour nombre de Tunisiens.

Dominique Lerouge

Version longue sur le site du NPA



Le monde en bref

Kurdes Justice et vérité. Le 9 janvier 2013, Leyla Saylemez, Fidan (Rojbîn) Dogan et Sakine Cansiz étaient assassinées en plein Paris. Militantes du combat pour la reconnaissance des droits du peuple kurde, elles ont payé au prix fort leur engagement. La vérité sur cet assassinat n'est toujours pas faite alors que l'implication des services secrets turcs (MIT) semble très probable, ce qui renforce l'idée de la responsabilité de la Turquie. Samedi 10 janvier à 11h, à l'appel de nombreuses organisations, a lieu Gare du Nord à Paris, un rassemblement pour exiger la vérité et manifester notre solidarité avec leur combat, avec celui du peuple kurde qui se bat pour ses droits en Turquie, en Iran, en Irak et en Syrie. Toute la vérité doit être faite sur ces assassinats, les commanditaires identifiés et poursuivis, les assassins condamnés. La justice ne doit pas être censurée au nom d'une quelconque raison d'État.



Israël Criminels et arrogants.

Le gouvernement israélien vient de décider de geler le versement de 106 millions d'euros de taxes collectées pour le compte des Palestiniens, taxes qui leur sont reversées chaque mois, soit la moitié du budget de l'Autorité palestinienne. Cela signifie de nouvelles privations pour la population dont les conditions de vie sont déjà extrêmement difficiles.

Ce geste arrogant, ce coup de force, est infligé en représailles, suite à la demande d'adhésion à la Cour pénale internationale (CPI) de l'Autorité palestinienne, afin de pouvoir y poursuivre des responsables et militaires israéliens pour « crimes de guerre » après l'agression militaire de l'été dernier contre la population de Gaza. Pour le gouvernement israélien, c'est inacceptable. Il ne peut tolérer que ces militaires puissent être traduits en justice quoiqu'ils aient fait, que soit contesté son droit à massacrer, à pratiquer sans retenue la terreur d'État.

« Une décision qui exacerbe les tensions », selon Jennifer Psaki, porte-parole du département d'État américain. Quel euphémisme, cette bien hypocrite protestation des USA qui ont soutenu l'agression israélienne contre Gaza...

Europe Les Bourses s'affolent! En début de semaine, la Bourse de Paris chutait de plus de 3%, celle d'Athènes (Athex) perdait 4,66%, celle de Milan chutait de 3,14%, tout comme celle de Madrid, qui plongeait de 3%. Le monde de la finance est nerveux en ces moments de crise... L'effondrement du prix du pétrole, qui était à New York à 50,72 dollars, et la baisse de l'euro les plongent dans le doute et l'incertitude.

Il suffit qu'éclate la crise politique en Grèce et que Syriza soit donné en tête des élections du 25 janvier pour que les spéculateurs jouent à la baisse. Tsipras ne prétend rien d'autre que de renégocier la dette grecque. Cela suffit pourtant à paniquer le petit monde des spéculateurs qui prennent au premier degré leurs propres craintes, et les discours des politiciens visant à intimider les classes populaires grecques en dramatisant la situation.

En fait, les capitalistes eux-mêmes ont bien peu confiance en leur propre système, ils en connaissent la fragilité et dès qu'ils ne sont plus certains de pouvoir imposer leur volonté comme bon leur semble, ils paniquent. Une leçon pour les travailleurs qui ont toute raison d'avoir confiance en eux pour préparer le bras de fer. La négociation avec la finance est une impasse, leur système est tellement fragilisé qu'ils ne peuvent se permettre de compromis : ils veulent tout, l'argent et les intérêts, quoiqu'il en coûte aux populations. Il n'y a pas d'autre issue que l'affrontement.

NICARAGUA Le canal de tous les dangers

Les porte-conteneurs de 110 000 à 250 000 tonnes, jusqu'à 455 mètres de long, ne peuvent pas emprunter le canal de Panama – proche de la saturation mais en travaux d'agrandissement – pour transporter jusqu'à la côte est des États-Unis et jusqu'en Europe, les produits manufacturés asiatiques, chinois surtout...

Élu à nouveau en 2007, le président du Nicaragua, Daniel Ortega, sandiniste reconverti au social-libéralisme et aux idées d'Adam Smith, mais toujours de façon schizophrénique membre du front anti-américain avec Cuba et le Venezuela, a confié à l'entreprise chinoise HKND (Hongkong Nicaragua Development Investment) la construction et la concession pour 50 ans d'un canal transocéanique. Celui-ci, long de 278 km (trois fois le canal de Panama) entre le Pacifique et la mer des Caraïbes, sera inauguré en 2020. Le chantier a été lancé le 22 décembre dernier. Ortega veut faire du Nicaragua le pays le plus riche d'Amérique centrale. Pourtant du fait du réchauffement climatique, les navires pourront bientôt économiser 9 000 km en passant près du pôle Nord... Ce canal traverserait et détruirait 400 000 ha de nature tropicale, dont deux réserves naturelles, entraînant le déplacement sans aucune compensation de 30 000 ruraux Ramas et Nahuas, la disparition de 22 espèces migratoires et surtout mettant en danger le lac Cocibolca, deuxième lac d'Amérique latine de 8 000 km², réserve d'eau



indispensable à la survie de la région qui va être asséchée, salinisée et polluée.

Contre les peuples et la nature...

Outre l'opacité du contrat et de l'origine des financements (50 milliards de dollars à ce jour, combien en réalité à terme ?) et des études de faisabilité et de marché, ce projet pharaonique a été conçu contre l'avis du peuple du Nicaragua, le

deuxième plus pauvre de la région. En effet, celui-ci a conscience que non seulement, ce projet ne va pas lui apporter la manne escomptée forcément accaparée par les capitalistes, mais aussi qu'il s'agit d'un grand projet inutile, destructeur, menaçant et imposé.

Depuis des mois, les manifestations des paysans menacés et des associations de défense de la nature et de ces populations se multiplient.

Ainsi, le 24 décembre, les habitantEs d'El Tule et de Rivas, communes du sud du Nicaragua, ont organisé un « Noël noir » et se sont affrontés aux forces de l'ordre. La police a utilisé des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes, faisant 21 blessés, dont un grièvement, et 33 arrestations.

Les grands projets inutiles imposés sont à l'échelle des continents sur lesquels les capitalistes veulent les développer, et inversement proportionnels au niveau de vie des populations concernées. Comme les peuples du Brésil et de tous les pays de la région Amazone, frappés par les cultures dévastatrices et l'extractivisme, les peuples victimes du Nicaragua se révoltent.

Les Chinois, qui ont déjà dévasté des régions entières de leur propre pays, en sont arrivés à polliniser à la main dans certaines régions et à étouffer dans leurs villes, sont totalement convertis aux vertus financières du capitalisme... cela quoi qu'en disent leurs dirigeants qui lancent aujourd'hui une campagne de renouveau de l'enseignement marxiste dans les universités ! Et ils ne manquent pas de complices tel Ortega.

CorrespondantEs commission nationale écologie

JANVIER

02 Grève à la SNCM contre le dépôt de bilan qui malgré la mobilisation, sera effectif le 4 novembre.

03 Au Cambodge, la police et l'armée tirent sur les ouvriers du textile à Phnom Penh : au moins quatre morts et de nombreux blessés, et de nombreuses arrestations. Pour les 500 000 travailleurs du textile qui gagnent 75 dollars par mois, la situation est insupportable, comme pour ceux du Bangladesh surexploités pour le compte des multinationales.

14 Hollande précise le Pacte de responsabilité, avec « un nouvel objectif : que d'ici 2017, pour les entreprises et les travailleurs indépendants, ce soit la fin des cotisations familiales ».

20 Promulgation de la loi sur le compte pénibilité. De reports partiels en mises en cause, le Medef obtient régulièrement qu'il soit vidé de tout contenu.

22 Après 17 jours de grève, occupation et séquestration de deux cadres, les salariés de Goodyear d'Amiens-Nord obtiennent, entre autres, le triplement de leur prime de licenciement.

29 Suite au non-renouvellement du contrat unique d'insertion d'une factrice de Rueil (92), les facteurs partent en grève reconductible pour exiger l'embauche des précaires injustement congédiés. L'attitude inflexible de la direction va entraîner l'extension et la prolongation de la grève pendant 173 jours.

FÉVRIER

02 Les réactionnaires occupent la rue : environ 20 000 manifestants pour le « jour de colère » la semaine précédente, le « jour du retrait de l'école » lundi 27 janvier, et ce dimanche 100 000 manifestants contre la « loi famille » et le mariage homosexuel.

07 Ouverture des 22^e Jeux olympiques d'hiver à Sochi mis en scène par Poutine à sa propre gloire et celle du capital. Dépenses pharaoniques, environnement saccagé, centaines de milliers de travailleurs traités comme du bétail, corruption généralisée...

12 Mort de Mélissa dans un incendie d'un camp de Roms à Bobigny (93), morte d'avoir habité un bidonville sans eau ni électricité.

19 2000 sages-femmes sont dans la rue pour exiger la revalorisation de leur profession.

21 En Ukraine, après trois mois d'affrontements sur les barricades de Maidan, une centaine de tués victimes de la répression, le dictateur Ianoukovitch s'exile. La révolution provoquée par son refus de signer un accord



Sur la place Maidan à Kiev le 24 février. DR

d'association avec l'UE ouvre une longue crise où les travailleurs et les peuples d'Ukraine sont pris en otage entre l'impérialisme russe et ceux d'Occident. 4 000 morts dans un pays ruiné.

22 50 000 personnes à Nantes (44) contre l'Ayraultport. Virulentes attaques du gouvernement contre les « violences » pour tenter de casser l'image du mouvement.

25 Union sacrée à l'Assemblée et au Sénat, y compris les députés du PCF, pour légitimer l'intervention militaire en Centrafrique alors qu'elle ne vise qu'à perpétuer le pillage de l'Afrique par les trusts français.

28 300 salariés de La Redoute bloquent le site de la Martinoire (59) pour de meilleures indemnités de départ après la cessation d'activité qui entraîne 1178 suppressions d'emploi.

MARS

18 Près de mille migrants africains ont pris d'assaut les hautes grilles de Melilla, enclave espagnole en territoire marocain. Malgré les balles en caoutchouc des policiers et les lames de rasoir de la clôture, 500 ont réussi à passer.

18 À l'appel de la CGT, près de 100 000 manifestants contre le Pacte de responsabilité.

21 Le Medef, la CFDT et FO concluent un accord dévastateur sur le statut des intermittents. Les occupants du Carreau du Temple à Paris sont évacués brutalement.

22 Mort de Jean-Luc Einaudi, l'un des premiers à écrire l'histoire du 17 Octobre 61.

30 Le second tour des élections municipales confirme les résultats du 1^{er} tour : sanction du gouvernement, abstention record et poussée du FN.

AVRIL

08 Avec 302 voix, Manuel Valls obtient la confiance des députés.

12 À l'appel du Collectif unitaire du 12 Avril, 30 000 manifestants à Paris contre la politique du gouvernement.

16 Plus de 300 salariés manifestent à Carquefou (44) après l'annonce par la Seita de la fermeture du plus grand site de fabrication de cigarettes en France.

17 Mobilisation de 500 salariés de l'EPSM de Caen (14) pour bloquer le plan de restructuration.

MAI

04 200 manifestants contre la venue de Marine Le Pen sur le marché de Sotteville-lès-Rouen (76).

19 À Perpignan, confirmation en appel de la relaxe des militants de BDS, après 4 ans de procédures.

25 Élections européennes : sur 74 députés, 24 FN, 20 UMP, 13 PS, 7 UDI-Modem, 6 EELV, 3 Front de gauche et 1 DVG.

26 Après trois ans et demi de lutte, les Fralib signent un accord de fin de conflit avec Unilever, avec une enveloppe de 19,2 millions d'euros pour leur projet de coopérative.

JUIN

06 Manifestation « insolite » d'une centaine d'employés de palaces parisiens, entre la rue de la Paix et la place de la Concorde, avec drapeaux de la CGT et de la CNT, contre le développement de la sous-traitance et le travail à la tâche.

07 Deux morts et une dizaine de blessés dans l'incendie d'un immeuble à Aubervilliers (93), le feu embrasant toute la cage d'escalier et piégeant ainsi des habitants obligés de sauter dans le vide...

10 Début d'une grève de 10 jours des cheminotés contre une réforme qui ouvre la voie à la privatisation et dégrade les conditions de travail.

12 Début de la coupe du monde de football au Brésil sous le signe des grèves et des manifestations ouvrières. Celles-ci dénoncent la corruption et le gaspillage qui l'accompagnent, pour dire que la santé, l'éducation, les transports méritent plus que le football.



Profits, crise, guerre

Les grandes bourses mondiales avaient clôturé 2013 en + 18 % pour le CAC40 dans la foulée des deux années précédentes qui a dominé l'année 2014, tant sur le plan social qu'international : les tensions et conflits militaires, la guerre... et les révolutions.



À Sivens le déploiement policier va tuer... DR

17 Le Point révèle que, selon les comptes de la société Bygmalion, le candidat Sarkozy a dissimulé presque 17 millions d'euros de frais de campagne en 2012. Début d'une bataille rangée au sein de l'UMP.

25 Retrait partiel du dispositif « ABCD de l'égalité » sous la pression de la droite et de l'extrême droite.

JUILLET

1er En Afrique du Sud, après les cinq mois de grève victorieuse de 70 000 mineurs, 220 000 travailleurs de la métallurgie sont entrés en lutte pour des augmentations de salaire. Cette grève illustre la combativité de la classe ouvrière sud-africaine

qui bouscule la toute-puissance des trusts miniers et ébranle le pouvoir de l'ANC.

5/6 Plusieurs dizaines de milliers de personnes à Notre-Dame-des-Landes pour crier « l'abandon c'est maintenant » !

07 Début de l'opération « Bordure protectrice » en Palestine. Netanyahu, le Premier ministre israélien, déclare « la guerre totale » au Hamas : une fuite en avant guerrière avec la droite nationaliste et religieuse, un véritable massacre contre le peuple palestinien, Gaza transformé en champ de ruines.

7/8 Grande conférence sociale, troisième du genre. Après bien des hésitations, la CGT et la FSU sont absentes.

11 Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise (95) annule le plan social de Mory Ducros qui avait entraîné en mars le licenciement de 2 800 personnes sur 5 000.

13 Hollande et le ministre de la Défense Le Drian annoncent une nouvelle opération dans la région du Sahel pour étendre la présence de l'armée française au Mali à cinq pays voisins, Mauritanie, Burkina Faso, Mali, Niger

et Tchad. L'opération nommée Barkhane porte à 3 000 le nombre de soldats présents dans cette région riche de ressources : pétrole en Mauritanie, or au Mali, uranium au Niger...

16 Un millier de militants à Fumel (47) pour rendre hommage à notre camarade Ignace Garay, décédé vendredi 11 juillet dans un accident de la route.

19/07 03/08 Le gouvernement multiplie provocations et interdictions de manifestations de soutien au peuple palestinien. Cela n'empêche pas la tenue de plusieurs manifestations pour dénoncer la politique israélienne et le soutien que lui apporte le gouvernement.

29 Les Roms installés près de Nanterre-Université (92) sont chassés et expulsés immédiatement de leurs autres points de chute. Certaines familles sont revenues s'installer sur un parking situé sous les viaducs de la ligne de Cergy au bout de la gare SNCF Nanterre-U...

AOÛT

25 Les obsèques de Michael Brown, un jeune Noir abattu le 9 août par un policier blanc à



14 ans de crises et révoltes...

fanfare : + 26 % pour le Dow Jones, + 57 % à Tokyo, précédentes. Toujours plus, c'est la logique du profit international, la concurrence exacerbée débouche sur révoltes. Dossier réalisé par Yvan Lemaitre et Robert Pelletier

Ferguson, rassemblent une foule nombreuse. La révolte suscitée par cet assassinat à travers les USA n'a pas empêché un grand jury d'abandonner les poursuites contre le flic meurtrier. Les paroles d'Obama qui se veut apaisant ne font que le discréditer, tant les agissements racistes de la police sont répandus et reconnus et que c'est bien par centaines que ces meurtres ont lieu à l'échelle du pays.

Août
25 Montebourg, Hamon et Filipetti quittent le gouvernement. Valls II commence...

Août
27 À l'université d'été du Medef, standing ovation pour Valls annonçant l'assouplissement des seuils sociaux et des règles relatives au travail dominical.

SEPTEMBRE

Septembre
02 Rentrée scolaire. Entre 2002 et 2012, 80 000 postes ont été supprimés dans l'Éducation nationale, alors que le nombre d'élèves a augmenté de 37 800...

Septembre
02 Rebsamen : « Je demande à Pôle emploi de renforcer les contrôles pour être sûr que les gens cherchent bien un emploi. (...) Si ce n'est pas le cas, il faut qu'il y ait, à un moment, une sanction. »



Dans la manifestation du 12 avril. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

Septembre
04 Thénoud, secrétaire d'État au Commerce extérieur accusé notamment de s'être soustrait au fisc, démissionne 9 jours seulement après sa nomination au sein du gouvernement Valls II.

Septembre
05 Alors que depuis un mois se poursuivent les bombardements menés par les États-Unis en Irak contre Daesh, Obama décide de la formation d'une coalition internationale pour « lutter contre le terrorisme ». Elle verra le jour le 15 septembre, lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de 26 États à Paris. Obama et Hollande entendent lutter contre la barbarie que leur politique a engendrée, avec le soutien de la Turquie, de l'Arabie saoudite, du Qatar... et de Bachar el-Assad. Mais elle n'entend pas aider le soulèvement du peuple kurde ni la résistance de Kobané.

Septembre
15 Début d'une grève de 15 jours des pilotes d'Air France contre la décision de développer la filiale low-cost Transavia.

Septembre
17 Macron, au sujet des salariéEs des abattoirs Gad placés en liquidation judiciaire : « il y a dans cette société une majorité de femmes. Il y en a qui sont, pour beaucoup, illettrés... »

Septembre
19 Victoire des salariéEs de l'Hôtel Park Hyatt, avec des gains équivalents à plus 400 euros mensuels.

Septembre
21 À New York, des centaines de milliers de personnes manifestent lors de la conférence sur le climat face à l'impuissance des chefs d'État qui rivalisent d'autant plus au niveau des discours

qu'ils ne veulent absolument rien faire qui aille contre les intérêts des capitalistes. La maîtrise par l'humanité de la pollution et de ses effets sur le climat impliquerait sa maîtrise de la vie économique à l'échelle mondiale.

Septembre
23 Dans l'État espagnol, retrait du projet de loi remettant en cause le droit à l'avortement et démission de son instigateur, le ministre de la Justice Gallardon. Une victoire pour celles et ceux qui se battent contre ce retour en arrière et cette attaque au droit fondamental des femmes de choisir.

Septembre
23 À l'appel de la Convergence des hôpitaux en lutte contre l'hôstérité, 2000 agents des services hospitaliers devant le ministère de la Santé.

Septembre
28 Troisième défaite électorale en six mois pour le gouvernement, avec le renouvellement de la moitié des 348 sièges du Sénat. La droite reprend la majorité après trois ans de parenthèse socialiste.

OCTOBRE

Octobre
05 Le mouvement réactionnaire bleu, blanc, rose rassemble des dizaines de milliers de personnes pour rappeler que, pour eux, la famille se réduit à un modèle unique : un père, une mère au foyer et des gentils enfants...

Octobre
09 « Traditionnelle » visite des Ford au Salon de l'auto, fortement encadrée par les flics.

Octobre
22 Plusieurs centaines de militantEs pour accompagner Alain Pojolat au tribunal et crier : « Non à la criminalisation de la solidarité avec la population de Gaza ! Nous exigeons la relaxe d'Alain Pojolat ! »

Octobre
25 L'Assemblée nationale vote la modulation des allocations familiales pour les revenus élevés.

Octobre
26 Lors d'une manifestation contre le grand projet inutile du barrage de Sivens, Rémi, jeune toulousain de 21 ans, botaniste, membre de Nature Midi-Pyrénées, décède, victime de l'explosion d'une grenade offensive.

Octobre
29 Début de crise à la CGT avec la révélation du coût de la rénovation de l'appartement et du bureau de Lepaon...

Octobre
31 Au Burkina Faso, le soulèvement populaire chasse Blaise Compaoré, au pouvoir depuis 27 ans après avoir éliminé Sankara, leader de la lutte pour l'indépendance. La France est intervenue pour protéger le dictateur puis favoriser la « transition », contrôlée par l'armée contre la population pauvre spoliée de sa victoire.

NOVEMBRE

Novembre
02 Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le GIEC, a rendu public son rapport, le cinquième, toujours plus alarmant. Si aucune mesure n'est prise pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, notamment de dioxyde de carbone (CO2), le réchauffement pourrait atteindre 4° C d'ici la fin du siècle, disent-ils. Les conséquences pourraient alors être dramatiques.

Novembre
06 Victoire pour les salariéEs de l'hôtel Royal Monceau en grève depuis deux semaines. L'accord de fin de conflit prévoit notamment des augmentations de salaires, jusqu'à plus 100 euros brut par mois.

Novembre
08 En apprenant que trois hommes de main des cartels avaient avoué avoir tué et brûlé les corps des 43 étudiantEs portés disparus depuis six semaines, des manifestants incendient la porte du palais national à Mexico. Dans tout le pays, la population se lève contre un régime où les cartels de la drogue sévissent et assassinent, avec la complicité de l'appareil d'État qui les protège comme il protège la bourgeoisie mexicaine et les trusts nord-américains.

Novembre
15 À l'appel du Collectif 3A (Alternative À l'Austérité), plusieurs dizaines de milliers de manifestantEs pour crier leur rejet des politiques d'austérité.

Novembre
21 Un centre de traitement d'Ebola est inauguré en Guinée, dans la région où sont apparus les premiers cas de fièvre hémorragique il y a plus d'un an. Un geste présenté comme le symbole du « plan de lutte de la France contre le virus Ebola en Guinée », mais totalement dérisoire, à l'image de l'attitude des grandes puissances pourtant responsables de l'absence d'infrastructures, de véritables systèmes sanitaires et de l'insuffisance des mesures prises contre l'épidémie.

Novembre
27 L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) laisse chuter les prix pétroliers de près d'un tiers, conséquence du ralentissement de la production dû à la crise mondiale qui se manifeste par une moindre consommation d'énergie. Pour la population, il n'y a pas de baisse dans la même proportion, et pour certains des membres de l'OPEP - Russie, Venezuela, Algérie - cette baisse signifie la chute de leurs revenus pétroliers que les États feront payer à la population.

Novembre
29 La justice égyptienne abandonne l'accusation de complicité de meurtres de manifestants contre Moubarak blanchi de ses crimes : une agression contre la population et les travailleurs qui luttent contre les hausses de prix et les salaires indécents, les conditions

d'emploi et de travail moyen-âgeuses et veulent poursuivre la révolution contre le pouvoir militaire.

Novembre
29 Plusieurs milliers de manifestantEs contre le congrès du FN à Lyon, malgré les contrôles arbitraires et les provocations policières.

DÉCEMBRE

Décembre
15 À l'appel des trois centrales syndicales, la grève générale paralyse la Belgique contre les nouvelles mesures d'austérité, dont le recul progressif de 65 à 67 ans de l'âge de la retraite, la non-indexation des salaires et pensions pendant un an, ainsi que d'autres mesures portant atteinte à la sécurité sociale et aux services publics. Une étape qui n'aura de suite que si les travailleurEs exercent leur pression sur les organisations syndicales.

Décembre
16 Nouvelle grève et manifestation des salariéEs du commerce contre le travail de nuit et du dimanche et pour le retrait de la loi Macron.

Décembre
17 Obama reconnaît l'échec de la politique des US contre Cuba en annonçant la reprise des relations diplomatiques avec le régime castriste. Une victoire pour le peuple cubain soumis depuis 1962 à l'embargo, la menace aussi de la remise en cause par les multinationales américaines des quelques acquis de la révolution en matière de santé et d'éducation.

Décembre
17 Les salariéEs de Leroy-Somer démarrent la grève pour obtenir une compensation de la prime d'intéressement à 0 euro...

Décembre
21 En Tunisie, la victoire au deuxième tour de l'élection présidentielle d'Essebsi, chef du parti Nidaa Tounes (l'Appel de la Tunisie), symbolise le coup d'arrêt donné à la révolution. Essebsi fut ministre à plusieurs reprises sous Bourguiba, pour ensuite rallier Ben Ali et présider la Chambre des députés pendant deux ans sous la dictature... Le changement exigera une nouvelle interruption des classes populaires.

Décembre
29 Le Parlement grec n'a pas réussi à élire le président de la République. Menaces, pressions et tentatives de corruption, n'ont pas réussi à empêcher la crise politique d'éclater, tant la colère est grande dans la population. Celle-ci vit quotidiennement depuis quatre ans une chute sans fin dans la pauvreté et le désespoir, pour sauver les profits des banques grecques et européennes.

Décembre
30 Trois personnes sans logis sont mortes. Deux autres ont péri dans l'incendie d'un squat en Seine-et-Marne où ils avaient essayé de faire un feu pour se réchauffer.

En Grèce, comme partout dans le monde, monte la colère des travailleurEs et des peuples, seule issue à la régression globalisée dans laquelle les classes capitalistes entraînent l'humanité.



En bref

Sanofi Quetigny (21) Lutte, coordination, solidarité. Le 19 décembre, des grévistes de Sanofi Quetigny, avec des membres du comité de soutien (Solidaires, NPA...), sont allés à Antony, où avait lieu le comité central d'entreprise (CCE) sur la cession de leur site au façonnier Delpharm. La majorité des représentants du personnel a voté une délibération estimant ne pas disposer des éléments pour se prononcer. Mais deux élus CGC ont rendu un avis qui permet à Sanofi d'avoir les mains libres... Néanmoins le CCE soutient une action en justice contre la cession, dont l'audience aura lieu le 28 janvier.

La direction a versé 5 000 euros pour ramener la paix sociale, et annonce 15 000 de plus si la cession se passe bien... Après 7 semaines de grève, les salariéEs ont dû arrêter, mais pour eux, ça reste Non à la cession! Ils et elles ne sont pas à vendre! Pourtant, certains voudraient qu'ils la ferment: la quasi-totalité de la municipalité de Quetigny (majorité PS-PC-Solidarité 21-EÉLV), avec cinq élus de droite, a refusé de soumettre au vote un vœu pour verser 5 000 euros aux grévistes...

À Antony étaient présents des représentants d'Elbeuf, Ampilly, et d'autres sites: des liens se tissent. Déjà, des grévistes d'Ampilly sont venus rencontrer ceux de Quetigny. Le comité de soutien (Solidaires, FSU, Gauche alternative, Ensemble, PG et NPA) a fait des collectes, des soutiens financiers significatifs sont parvenus, et une pétition en ligne est en cours...

Une réunion publique a eu lieu en soutien aux grévistes qui ont également abordé la qualité des produits: à Quetigny, les contrôles, auparavant très stricts, ont été fortement réduits. Au moment où des doutes croissants existent sur certains fournisseurs de génériques, cela choque les salariéEs et concerne les citoyenNEs.

Mettons fin aux profits privés sur la santé publique: socialisation de Sanofi et de l'industrie pharmaceutique!

Alençon (61) Solidarité avec les mineurs étrangers. Depuis maintenant presque 9 mois, RESF/UCI (Unis contre l'immigration jetable), collectif unitaire regroupant associations, syndicats et partis politiques, se mobilise autour des mineurs isolés étrangers (MIE) déboutés de leur minorité et donc expulsés du Foyer de l'enfance. «Pas un enfant à la rue!» a été le mot d'ordre autour duquel plusieurs rassemblements ont été organisés pour interpeller le maire de la ville, le préfet et dénoncer la situation humaine et administrative dramatique vécue par ces MIE. Hébergés par des membres du collectif, accompagnés (scolarisation militante, demande de l'aide médicale d'État...), certainEs ont aujourd'hui pu intégrer un établissement scolaire. Pour d'autres, des demandes sont en cours.



Fin décembre, une soirée «Les 5 heures de la solidarité» a été organisée avec musique, expos, vidéos et débat avec une militante de RESF-Paris qui a dénoncé la poursuite de politique de Sarkozy par le gouvernement Hollande-Valls sur les questions de l'immigration. Puis la soirée s'est poursuivie avec un couscous préparé par l'un des jeunes... dont le projet est de devenir cuisinier. Cette initiative a montré qu'une partie de la population, du peuple «de gauche», n'accepte pas cette politique de stigmatisation des étrangers. Il faut faire cesser les «tests osseux», offrir une deuxième vie à ces jeunes qui ont connu des parcours souvent dramatiques, et un avenir pour se reconstruire.

Une soirée réussie, 120 présentEs, et d'autres absentEs mais qui avaient envoyé leur participation, avec donc à la clé un bénéfice financier qui va permettre de continuer l'accueil de ces jeunes. Rendez-vous a été pris pour une nouvelle soirée festive de solidarité et d'initiatives de lutte!

LEROY-SOMER ANGOULÊME (16)

Une lutte d'ampleur pour les salaires

Usine de la métallurgie de 2 100 travailleurs, Leroy-Somer est en grève pour l'augmentation des salaires. Au moment où nous écrivons, les travailleurs avec la CGT, qui ont occupé les entrées des sites de Rabion et de la fonderie pendant les vacances de fin d'année, préparent la grève pour le 7 janvier, date du début des négociations annuelles obligatoires (NAO).

Le mouvement a commencé ce 17 décembre, quand la direction a annoncé que la prime d'intéressement était à zéro. Utile en fin d'année pour joindre les deux bouts, depuis la crise de 2008, la direction l'a quasiment fait disparaître. À l'annonce du mauvais coup, la soixantaine de travailleurs présents devant le siège ont aussitôt bloqué l'entrée avec un feu de palette. La direction prétendument «séquestrée» s'est enfuie par une porte dérobée, à travers champs, le site étant en pleine campagne... Elle a ensuite annoncé qu'elle accordait une «prime de 20% du salaire brut de novembre», mais ça n'a convaincu personne: les travailleurs ont demandé un partage égalitaire de 750 euros pour tous.

Une détermination sans faille Face au refus patronal, le lendemain matin, plusieurs centaines de travailleurs débayaient et bloquaient les portes des sites de la Fonderie et de Rabion pour empêcher les livraisons. Les revendications de la grève étaient formulées: prime égale pour tous de 750 euros; 13^e mois garanti; 100 euros d'augmentation mensuelle.

Malgré l'approche des vacances de fin d'année, à partir de vendredi 19 décembre, et la fermeture du 24 décembre au 5 janvier, l'AG des grévistes décidait de maintenir la grève et les piquets... jusqu'à la rentrée! En se relayant, les camarades ont entretenu les piquets



À Leroy-Somer, ça chauffe! DR

pendant toutes les vacances. Les deux réveillons se sont faits certes dans le froid, mais avec une chaleur humaine et une fraternité qui rendra ces moments inoubliables.

La direction, aux abonnés absents, a fini par contacter le délégué central CGT pour lui proposer de «discuter» en se lamentant: «vous n'allez quand même pas passer Noël dans la rue et le froid»... Le Medef Charente a aussi contacté l'UD CGT pour dire la même chose, s'inquiétant: «il ne faudrait pas que ce mouvement fasse tache d'huile»... La réponse des grévistes a été nette: «on parle de nos revendications et si une réunion a lieu, c'est sur les sites bloqués». La direction en est devenue muette.

Mais le lendemain, mercredi 24 décembre, elle envoyait un huissier constater le «blocage»! Cela n'a en rien entamé la détermination, bien au contraire, et le réveil a été particulièrement festif.

Ce mouvement courageux et combatif s'est attiré la sympathie de nombreux travailleurs, mais aussi des petits artisans et commerçants des alentours. La solidarité s'est vite exprimée avec des visites d'autres entreprises, certaines en grève (Géant Casino, la Brink's...), des retraités, des UL CGT, Solidaires 16, des militants des partis politiques (NPA, PCF, PG...) qui apportaient soutien humain, financier, des victuailles, des gâteaux et chocolats. Des réserves pour tenir deux mois...

Un sale coup... qui n'entame pas la combativité!

Lundi 29, le patron a assigné en référé 9 camarades, prétendant «responsables» de la grève, et a demandé la levée du blocage. Nous sommes allés à 150 au tribunal soutenir nos copains! Malgré tout, la justice bourgeoise a servi les intérêts des patrons: nos camarades ne sont pas condamnés, mais la juge ordonne la levée des piquets pour permettre la «libre circulation» des camions... Cela assorti d'une amende de 500 euros pour ceux qui s'opposeraient.

Un mauvais coup qui n'a pas entamé la détermination. Ce sont des cadres et des chefs qui ont dû manier eux-mêmes la pelle pour dégager les entrées et permettre à trois camions de rentrer dans l'usine.

Preuve que le mouvement est bien vivant, une AG s'est tenue samedi dernier au piquet de la fonderie. Une centaine de travailleurs y ont participé: la grève a été votée pour mercredi 7 janvier, jour de l'ouverture des NAO, et un nouveau brasero a été allumé devant l'entrée de Rabion où ne passe pas de camion.

C'est donc avec détermination que les travailleurs ont préparé la rentrée du lundi 5 janvier. Le but de l'action: élargir le mouvement pour entraîner le maximum de monde le 7 janvier. Cette lutte, inédite et exceptionnelle à Leroy-Somer, a montré sa force. Elle a trouvé des militants pour la développer. Tout le monde est conscient maintenant qu'il faut la généraliser à toute l'usine pour gagner sur les revendications.

Lundi 5 janvier, la CGT a distribué un tract, et le 7 janvier, un appel à débayer va être lancé. La direction a encore convoqué un huissier pour constater le blocage de la porte de l'accueil de Rabion, et menace de réclamer le paiement des amendes de 500 euros.

Mais cette intimidation n'a pas eu d'effet: le piquet tient et le brasero brûle toujours! Les chefs ont bien fait quelques réunions d'équipe pour discréditer la grève, mais leur discours fait flop... La combativité est là, et la colère va pouvoir s'exprimer largement!

Correspondant

PAYS BASQUE Mobilisations contre la répression

Il y a déjà plus de trois ans, le 17 octobre 2011, la déclaration d'Aiete en faveur du processus de paix était signée par des experts internationaux reconnus. Trois jours plus tard, l'ETA annonçait l'arrêt définitif de la lutte armée. Depuis, la société et les organisations progressistes du Pays basque engagent toutes leurs forces en faveur d'une résolution pacifique, démocratique et politique du conflit...

En octobre dernier, le groupe de dialogue du Pays basque Nord (composé d'élusEs, de représentantEs politiques et syndicaux) signait une déclaration qui appelait le gouvernement français à participer au processus de paix et proposait une série de mesures à prendre.

Mais force est de constater que ces initiatives en faveur de la paix sont unilatérales. Les États espagnol et français persistent dans la voie répressive: arrestations, procès, condamnations se poursuivent. La situation des prisonnierEs et des exiléEs ne change pas. Aussi la mobilisation se développe.

À Bilbao, contre l'isolement et la dispersion des prisonniers politiques basques

SARE (réseau citoyen pour les droits des prisonnierEs et des exiléEs politiques basques) appelle à manifester à Bilbao le 10 janvier à 17h 30 pour le rapprochement et le regroupement des prisonnierEs politiques. Ils sont au nombre de 700. CertainEs sont gravement malades, et dispersés dans les prisons espagnoles et françaises, ce qui oblige leurs familles et amiEs à parcourir des centaines, voire des milliers de kilomètres pour les visiter.

Ces mesures de dispersion tentent de nier la dimension politique du conflit, elles signifient pour les prisonniers exil et isolement. Et le bilan humain est lourd, dû aux risques d'accidents liés aux longs déplacements (plus de 400 accidents de la route depuis 1989, 10 pour l'année 2014). Contre la dispersion, des dizaines de milliers de personnes sont attendues à Bilbao. Des bus sont organisés depuis Iparralde (Pays basque Nord).

À Bayonne, Aurore Martin, Haizpea Abrisketa et 33 militantEs en procès

Aurore Martin et Haizpea Abrisketa, toutes deux de citoyenneté française, font partie des 35 militantEs de la gauche abertzale qui passeront en jugement à partir du 12 janvier prochain devant l'Audiencia Nacional à Madrid. Le procès devrait durer six mois. Ces militantEs encourent jusqu'à 10 ans de prison pour des



À Bayonne en juillet 2013. CL

actes politiques (rédactions d'articles, réunions, participation à des meetings...) ayant eu lieu dans les années qui ont suivi l'interdiction en Espagne de Batasuna, Segi, etc. Sous le prétexte de participation à une activité terroriste, c'est de fait leur activité politique que l'État espagnol veut réprimer.

Un collectif d'organisations, dont le NPA, dénonce cette atteinte aux droits élémentaires que sont les

droits d'opinion, d'expression et de réunion, dénonce également l'utilisation de législations et mesures d'exceptions comme le mandat d'arrêt européen (MAE).

Le collectif appelle à protester dans la rue pour exiger l'arrêt de la répression et la relaxe pour les 35 inculpés. Il organise un rassemblement à Bayonne le 12 janvier à 18h 30 devant la mairie.

Claude Larrieu

Homages



La vie est un roman noir: Jean-François Vilar nous quitte

Emporté par le cancer, Jean-François Vilar nous a quittés le 16 novembre. L'ironie du sort a voulu que quatre jours après sa mort sorte enfin en librairie la réédition en poche d'un roman qui peut être considéré comme l'un de ses chefs d'œuvre: « Nous cheminons entourés de fantômes aux fronts troués »¹...

Un titre inspiré par une phrase de Natalia Sedova, l'épouse de Trotski, qui symbolise à lui seul l'engagement de cet écrivain et sa fidélité à ses idéaux. Un hommage aux militants trotskistes assassinés par les agents staliniens. Son départ a eu lieu dans la plus extrême discrétion, à 67 ans, après une longue période de silence que déplorait tous ceux, et ils étaient nombreux, qui appréciaient l'homme et son œuvre. En dix ans, de 1983 à 1993, cet écrivain hors norme aura marqué le paysage littéraire, avec sept romans parmi lesquels il faut aussi distinguer *les Exagérés*, où l'on retrouve sa passion pour une figure de la révolution française, Jacques-René Hébert, et pour les rues de Paris où son héros récurrent,

le photographe Victor Blainville, aimait flâner la nuit. Avec sa sensibilité particulière et son écriture élégante mais jamais précieuse, Jean François Vilar a fait vivre dans ces sept romans un univers fait de passions, de tumultes, de luttes, de souffrances, avec souvent des personnages féminins très forts, comme celui de *Djemila* la rebelle du roman éponyme ou de Jessica de *Bastille tango*, militante argentine qui a fui le cauchemar de la dictature.

Insoumis

Vilar avait parfois la dent dure contre ceux qui avaient changé de camp, tel son personnage Marc, devenu directeur d'un journal de gauche, qui hésite constamment entre sa carrière, ses scoops et ce qu'il lui reste



de principes. Car lui, contrairement à tant d'autres, n'acceptait pas de se soumettre au goût du jour pour plaire et vendre. Il manifestait même parfois une rigueur qui surprenait un petit monde littéraire rompu aux compromissions mondaines. C'est ainsi qu'il démissionnait de la présidence de l'association d'auteurs de polars «813» en 1987, pour remettre en cause l'apolitisme hypocrite de ce milieu après qu'on lui eut reproché de ne pas faire bon accueil à un auteur connu pour son activisme d'extrême droite au festival de Grenoble. S'il n'avait plus d'activités au sein de la LCR, où il avait en particulier participé à l'organisation des comités de soldats dans les années soixante-dix puis intégré la rédaction de *Rouge*, on peut dire qu'il avait conservé l'esprit militant. Vilar n'hésitait pas à prendre la plume pour défendre les causes qui lui tenaient à cœur sans craindre de se fâcher avec les gens qui comptent. Encore récemment, il publiait une lettre ouverte² pour dénoncer le consensus mou dont bénéficiait dans le milieu médiatico-littéraire un personnage comme Richard Millet, connu pour ses écrits fascistes. Le spectre du fascisme comme celui du stalinisme le hantaient. La barrière de principe restait pour lui infranchissable.

« *La vie est un roman noir* », avait-il dit (ou écrit ?). Aujourd'hui, avec sa disparition, elle peut sembler plus sombre encore pour ses amis. Comme le crieraient le poing levé les révolutionnaires d'Amérique latine dont il avait soutenu le combat: *Companero Vilar presente!*

Gérard Deltiel
1- Points Seuil, 2014, 8,20 euros
2- *Mediapart*, 20 septembre 2012: <http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/200912/richard-millet-et-maintenant>

écologie et lutte contre le FN. Sans oublier la Bretagne! Et au coeur de tout cela sa lutte contre l'État et toutes les institutions. Cela lui vaudra la prison et la censure. Ainsi que la destruction de beaucoup de ses films. Il en reste heureusement comme autant d'outils indispensables pour nos combats. On y reviendra dans *L'Anticapitaliste*. Mais, en ces jours, où les hommages pleuvent, on mettra en avant que René, qui n'était pas homme de parti, était, au sens le plus fort un des nôtres. Et nos pensées vont d'abord à ses proches notamment Soazig, Moira et Cali.
Denis Godard

Un homme est mort

l'histoire. Car sa vie a été intimement liée à l'histoire. Pas celle des puissants, celle qui se fait dans les luttes. Et caméra au poing. Cinéma, politique et vie étaient tellement mêlés pour lui qu'il était le seul cinéaste au monde à avoir un morceau de caméra dans le crâne. Réminiscence d'une balle qui avait fracassé sa caméra pendant qu'il filmait. Car chez lui, pas de distance, filmer c'était être partie prenante du combat. Après avoir été un des plus jeunes résistants contre l'occupation nazie, ses films sont les jalons de tous les fronts essentiels de ces dernières décennies, luttes anticoloniales bien sûr avec l'Afrique et surtout l'Algérie mais aussi grèves, luttes de femmes,



René Vautier n'a jamais été cassé par la censure, les condamnations, les attaques ou la prison. Il nous a quittés ce dimanche sans avoir abdicqué. À Cancale, où il vivait, sa porte et celle de Soazig, sa compagne, était toujours ouverte. Les verres vite sortis et les histoires abondantes. Totalement mêlées à

Essai



Beauté Parade, Sylvain Pattieu

Plein Jour, 2014, 18 euros

Après les *ouvrierEs de PSA-Aulnay* dans « *Avant de disparaître. Chronique de PSA-Aulnay* », dans son quatrième ouvrage, Sylvain Pattieu nous livre d'une façon endiablée la chronique d'une grève victorieuse et totalement inédite d'un salon de beauté du 10^e arrondissement de Paris.

Une grève inédite car c'est la première grève dans ce secteur d'activité, dans une onglerie-salon de coiffure, et menée par six femmes – Lin Mei (la « meneuse »), Maddissou, Souquin, Adja, Yanping, Fengzhen – et un homme, Gang, touTEs sans-papierEs et déterminéEs. Quatre Chinoises pour les ongles et deux Africaines pour les cheveux, qui, jusqu'à la grève, ne se côtoyaient pas vraiment à cause de la barrière de la langue, de

l'âge... mais aussi celle de la cuisine! La grève du 50 boulevard de Strasbourg débute en février 2014, « *avant l'arrivée de la CGT* », quand elles ont décidé de croiser les bras car cela faisait deux mois que leur patron ne les payaient plus. Puis le patron est définitivement parti, avec la caisse. Avec l'aide de la CGT, elles décident donc d'occuper le salon de beauté. Commence alors une lutte de trois mois pour la reconnaissance de leurs droits, de leur travail et de leur

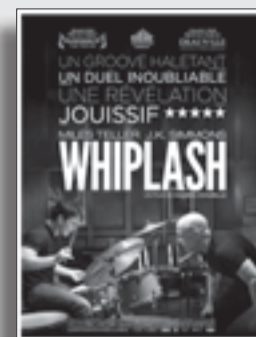
existence, en exigeant des papiers. Car « *Ici c'est simple: pas de code du travail. Horaires flexibles au maximum, salaires au compte-gouttes, de temps en temps, pas d'hygiène, pas de sécurité. Un rapport patron-salarié sans filet, sans règle formelle, sans syndicat.* »
La dignité d'un combat
Petit à petit, l'auteur nous conte la grève, la solidarité, l'accompagnement syndical, mais aussi et surtout

ces femmes extraordinaires qui se racontent au fil des pages et se découvrent tout au long de cette lutte. On y découvre aussi un quartier, celui du 10^e arrondissement de Paris, que l'auteur connaît bien puisqu'il y habite depuis onze ans. Cette grève du 50 boulevard de Strasbourg aura duré trois mois et au bout du bout, nos six héroïnes ont obtenu gain de cause, c'est-à-dire les fameux papiers leur permettant ainsi de passer de travailleuses sans-papierEs à travailleuses tout court... Quelques mois après cette grève, dans le même quartier, d'autres travailleuses sans-papierEs se sont également battues pour la reconnaissance de leur travail et de leur existence. *Beauté Parade* est un récit chaleureux, bien écrit où, une nouvelle fois, Sylvain Pattieu nous entraîne dans le monde de la dignité, de la grève, des femmes courageuses et combattives. Encore une fois, l'auteur distille un mélange subtil, entre chronique sociale et littérature. Et encore une fois, il prouve qu'il a un sacré talent. À lire sans aucune modération.
Sandra Demarcq

Cinéma

Whiplash de Damien Chazelle

Avec Miles Teller, J.K. Simmons et Paul Reiser. Sortie le mercredi 24 décembre.



L'affrontement entre un apprenti batteur et son prof, tyran sadique qui ne conçoit l'étude de la musique que par l'humiliation. L'orchestre de jazz ressemble à une usine dont les musiciens – prolétaires –, tête baissée et silencieux, n'expriment aucune solidarité. Le chef raciste, sexiste et homophobe les insulte et les met en concurrence. Le jeune Andrew est déterminé à écraser ses concurrents pour devenir le meilleur batteur de sa génération. On peut voir ce film comme une métaphore de l'individualisme et de la compétition dans la société capitaliste. Mais si on le prend comme un film sur le jazz, il est détestable. Certes, le jazz est imprégné de la réalité sociale américaine – individualiste, raciste, capitaliste – mais le film le réduit à cette dimension. Or le jazz a été et reste un art d'émancipation et d'émulation collective. Une musique qui donne un plaisir sensuel, intellectuel, dont la connivence entre musiciens et la relation avec le public font la richesse.

Au contraire, la musique de *Whiplash* est un produit, bon pour le marché. *Whiplash* est un film efficace: le travail, le sang, la sueur et les larmes y sont concrètement perceptibles, pas la musique!
Étienne

Exposition

Sonia Delaunay, les couleurs de l'abstraction

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 22 février



L'œuvre de Sonia Delaunay (1885-1979), souvent faite de séries comptant des centaines de variantes, à l'instar de ses « Rythmes couleurs », est visible dans la plupart des grands musées français, à commencer par ce musée parisien qui présente la première rétrospective organisée depuis 1967. À défaut de rétrospective, cette exposition remarquablement fournie et documentée procure certaines surprises et restitue une part de l'atmosphère artistique parisienne de la première moitié du siècle dernier. Les toiles expressionnistes peintes en Finlande alors qu'elle avait vingt ans laissent entrevoir ce qu'elle tirera de la couleur dans ses tableaux « simultanés », à l'aube de la trentaine. Dans les décennies suivantes, elle étendra sa marque à une multitude d'objets, costumes de danse et de théâtre, maquettes de journaux, meubles, tissus, vêtements, tapis, chaussures, car « *chaque femme doit s'habiller selon sa personnalité* », pourvu que ce soit en Delaunay. Il y a là quelque actualité...
Gilles Bounoure

librairie **La Brèche** Le libraire militant !
27 rue Biv. 75012 Paris - 01 43 23 52 44 - contact@la-brèche.com
10h au samedi 13h-15h

Des idées de cadeau ?
... Offrez des idées en cadeau !

la-brèche.com



NPA: le débat continue

Dans le cadre de la préparation du prochain congrès du NPA qui aura lieu du 30 janvier au 1^{er} février 2015, l'Anticapitaliste ouvre une deuxième fois (cf. l'Anticapitaliste n°266) ses colonnes aux cinq plateformes constituées.

PLATEFORME 1 Construire un front commun contre l'austérité et le gouvernement, pour favoriser les mobilisations sociales et politiques

En France le projet Macron, attaque majeure contre les droits des travailleurs, concentre l'offensive bourgeoise et réactionnaire menée par le gouvernement PS-Medef. Pour son retrait, il faut une riposte la plus large possible, autour du collectif Alternative à l'austérité, des propositions de mobilisation des opposants à Thierry Lepaon dans la CGT, ou de tout autre cadre unitaire. En Europe, les gouvernants paniquent face à la possibilité que la coalition antilibérale Syriza puisse l'emporter en Grèce: le FMI suspend ses «aides financières», le «socialiste» Moscovici est envoyé sur place «convaincre» de «bien» voter... Face aux exigences de la Troïka, quels que soient nos désaccords avec la direction de Syriza, avec la recherche utopique par Tsipras d'un compromis avec Junker et Merkel, l'unité la plus large doit se réaliser pour s'opposer à la campagne anti-Syriza et faire cesser le chantage aux crédits dont sont l'objet les électeurs grecs.

Ici, en Grèce, dans toute l'Europe, c'est un seul et même combat pour faire reculer les politiques d'austérité, les privatisations, les destructions des droits collectifs.

Pour une opposition de gauche au gouvernement

Alors que l'extrême droite cherche à incarner le rejet du gouvernement, nous voulons convaincre que nous pouvons nous opposer au gouvernement sur la gauche. Notre priorité: dessiner un objectif politique avec et pour celles et ceux qui ne supportent plus le chômage, l'austérité, la répression, les grands travaux inutiles... Le fondement de notre démarche est la mise en mouvement, pas la simple dénonciation des réformistes. Unifier largement contre le patronat et le gouvernement, avec comme critère: on s'oppose et on se mobilise pour faire échec à leur politique. Et quand d'autres que nous reprennent l'idée et les mots d'opposition de gauche, c'est une bonne chose parce que cela en renforce la crédibilité. Ce

serait une erreur de l'abandonner sous prétexte de clarification. Que le PCF cherche une nouvelle mouture d'union de la gauche plutôt que la mobilisation, c'est évident. Que Mélenchon poursuive ses propres perspectives, c'est évident aussi. Mais notre utilité n'est pas de prédire les trahisons. Là où nous avons un rôle à jouer, c'est de débattre, de se mobiliser, avec tous les militantEs et sympathisantEs, qu'ils soient au FdG, à la CGT ou non, qui regardent tristement ces divisions, et qui veulent vraiment que la société change, pour beaucoup sans savoir vraiment comment.

Dans la confrontation, construire

En construisant cette opposition unitaire à gauche du gouvernement, le NPA défend une alternative radicale, unitaire, anticapitaliste contre celle des réformistes, polémique contre la 6^e République, le protectionnisme, contre l'illusion d'un

gouvernement «un peu plus à gauche» avec les «frondeurs», Aubry et les Verts. Sa perspective demeure celle d'un gouvernement anti-austérité, s'appuyant sur les mobilisations et menant une politique radicalement anticapitaliste.

Nous sommes convaincus que la source des évolutions politiques est l'action, l'expérience vécue, qu'elles ne se produisent réellement que dans la mobilisation, face aux choix concrets. Ce n'est que dans la confrontation réelle que celles et ceux qui agissent et débattent font la clarté sur les options politiques des uns et des autres, pas dans le refus de cette confrontation.

Oui, plus que jamais, le NPA doit rester un acteur central dans le mouvement unitaire en opposition au gouvernement.

Pour la plateforme 1, Olivier Besancenot (75), Camille Jouve (75), Patrick Le Moal (76), Pascal Morsu (94), Gwendoline Saint-Brieuc (22), Roseline Vachetta (38)



PLATEFORME 2 « Garder le cap » ou (re)construire ?

Les discussions se focalisent une fois de plus sur notre politique vis-à-vis des réformistes, du Front de gauche. La P1 dit: le recul est terrible, il faut interpeller le Front de gauche et ses composantes y compris pour les élections, un accord avec certaines de ses composantes serait souhaitable, il n'y a pas de salut sans unité. La P3 dit: il faut rompre avec les réformistes, partout, tout le temps. Chacun garde son cap et dénonce les autres. Du coup, nous discutons peu de notre propre activité de parti au sein de la classe ouvrière et de la jeunesse... Les choses devraient pourtant être simples: nous militons pour unir, dans les mobilisations, le monde du travail contre le patronat et son État. Cela suppose de batailler pour l'unité d'action, contrairement à ce que défendent les P3, 4 et 5. Cette bataille, nous la menons sur la base d'une politique d'indépendance de classe pour renforcer aussi notre influence en la disputant aux réformistes, en opposition

aux idées réactionnaires. Cela suppose d'abandonner des formules comme «l'opposition de gauche» ou le «gouvernement anti-austérité» maintenues par la P1 alors qu'elles sont reprises par le PC, Mélenchon voire les dissidents PS!

L'offensive des classes dominantes met en évidence la faiblesse des organisations de la classe ouvrière, institutionnalisées, intégrées à l'ordre bourgeois et incapables d'organiser la riposte. Cette paralysie laisse le champ libre aux forces réactionnaires. Même si la résignation perdure globalement en France, les travailleurs et les peuples, la jeunesse réagissent, se battent, résistent de mille et une façons dans bien des pays, ici aussi. La situation en Grèce ou en Espagne le démontre, elle pose comme une priorité la nécessaire affirmation d'une politique anticapitaliste et révolutionnaire.

Une politique offensive

Nous devons partir des résistances pour reconstruire la conscience de classe, aider à

changer le rapport de forces, contribuer à l'auto-organisation, faire prendre conscience de la nécessité de faire de la politique pour défendre nos intérêts de classe. La crise dans la CGT est venue souligner l'importance de contribuer à structurer l'opposition à la direction, de structurer notre travail syndical, en lien avec notre nécessaire intervention politique sur les lieux de travail et non de nous limiter à «donner notre point de vue» comme le propose la P1. Nous devons être offensifs dans les luttes, mais aussi et surtout défendre un programme, des perspectives anticapitalistes et révolutionnaires en réponse aux interrogations que suscite la crise.

Débattre et construire ensemble

La P1 accuse «les sectaires» qui «veulent construire des groupes révolutionnaires comme dans les années 70» (!?) et répond à ce que nous disons par des généralités pour éviter les débats qui fâchent, la P3 veut donner «enfin» au NPA une «direction révolutionnaire»

contre l'ancienne majorité ou le reste du parti.

Nous avons pour notre part la conviction que nos débats sont ceux de révolutionnaires honnêtes et convaincus, mais nos difficultés favorisent un repli sur des discussions internes déformées et déformantes.

La P2 n'est pas au milieu du gué. Elle est la seule plateforme constituée de camarades venant de toutes les anciennes tendances du NPA. Nous avons engagé un processus qui cherche à rompre avec ces faux débats pour donner un contenu pratique, dynamique, militant à notre projet de regroupement des anticapitalistes et des révolutionnaires. Cela suppose de revoir complètement notre fonctionnement. L'avenir du NPA appartient à l'ensemble de ses militantEs. Nous n'acceptons aucune exclusive et sommes prêts à travailler avec toutes et tous pour que sorte de ce congrès une déclaration commune que nous avons proposée et que nous sommes en train de discuter.

Le comité d'animation de la P2

PLATEFORME 3 Pour une nouvelle orientation et une nouvelle direction, en rupture avec l'adaptation à la gauche réformiste

Le débat préparatoire au congrès présente un paradoxe. Alors qu'une minorité du parti autour de la seule P1 continue à revendiquer l'orientation de la majorité sortante, les militantEs qui s'y opposent se retrouvent éclatés entre quatre plateformes distinctes.

Nous avons souhaité un cadre commun avec les camarades ayant formé les plateformes 4 et 5. Nous prenons acte de leur choix inverse, mais ne renonçons pas à mettre en œuvre les convergences importantes entre nous, notamment sur la nécessaire rupture avec une orientation polarisée par l'interpellation des réformistes et sur l'objectif d'un NPA révolutionnaire, utile et implanté dans le monde du travail et la jeunesse.

Pour ce qui est des camarades de la P2, ils et elles seront confrontés au congrès à un choix incontournable : soit servir de roue de secours à la P1 pour poursuivre les mêmes politiques (comme c'est actuellement le cas autour du collectif 3A), soit permettre que s'exprime la volonté majoritaire des militantEs d'engager une rupture avec celles-ci.

Voilà l'enjeu immédiat de ce 3e Congrès : savoir si pourra – ou non – s'y dégager une nouvelle majorité, qui rompe

radicalement avec l'orientation des trois derniers congrès et qui dote le NPA d'une orientation permettant de relancer la construction du NPA sur des bases ouvrières, révolutionnaires et indépendantes. Une nouvelle majorité qui :

– Défende une orientation réellement indépendante des appareils réformistes, politiques comme syndicaux, et oppose à leur politique de collaboration de classes une orientation de défense intransigeante des intérêts de l'ensemble des exploités et des opprimés ;

– Vise à construire une organisation révolutionnaire non seulement en France, mais comme partie indissociable de la construction d'une organisation révolutionnaire internationale, et milite ainsi pour un regroupement des révolutionnaires issus de différentes traditions sur la base de campagnes communes et de discussions programmatiques ;

– Ait pour priorité les tâches de construction et d'intervention dans la classe ouvrière et dans la jeunesse, et présente dans chaque échéance électorale une option anticapitaliste et révolutionnaire indépendante.

La crise de la gauche sociale-libérale et réformiste – laissant un espace à l'émergence du FN,

mais aussi à des phénomènes de radicalisation – doit nous alerter sur l'urgence d'une réorientation globale.

Le choix qui se pose devant nous peut se résumer ainsi : assumer pleinement notre rupture avec une gauche profondément adaptée aux institutions et discréditée aux yeux des travailleurs et des couches populaires ou continuer à être submergés par la crise que subit cette même gauche.

Une telle rupture ne peut pas se limiter à des changements de formule (« opposition du monde du travail » à la place d'opposition de gauche, « gouvernement anticapitaliste » à la place de gouvernement anti-austérité, etc.) comme le propose en grande partie la P2.

L'évolution de la situation en Grèce, avec l'avènement probable d'un gouvernement Syriza autour d'un programme assez minimal, présenté encore hier comme la matérialisation de la perspective de « gouvernements anti-austérité », ne fera qu'accélérer les événements en Europe, ainsi que l'expérience des masses avec ce type de formation. Les défis vont donc être considérables et on ne pourra pas se passer d'un bilan d'une politique qui a profondément affaibli le NPA. Voilà le sens du vote P3 lors de ce congrès.

PLATEFORME 4 Faire de la politique, oui, mais laquelle ?

« **I**ndépendance, unité et radicalité » : c'est par ce slogan que les camarades de la plateforme 1 concluent leur texte et résument leur projet politique. Un slogan sur mesure, qui n'aura pas de quoi effaroucher le rassemblement pour une « *opposition de gauche* » au gouvernement que ces camarades appellent de leurs vœux. C'est que nous sommes un parti « politique », pas un simple « parti des luttes », pas un « super-syndicat », nous expliquent souvent ces camarades qui, paradoxalement, dès qu'il s'agit de notre intervention dans les entreprises, mettent la priorité à l'activité syndicale et très accessoirement à la présence politique.

Mais bon. Les luttes, c'est bien, disent-ils, mais il leur faut un « *débouché politique* ». Et vu « *l'effondrement du mouvement ouvrier* », le « *faible niveau de conscience ouvrière* »... bref, l'absence de luttes importantes, autant commencer par ledit « débouché ». L'ennui, c'est que vu « *l'effondrement du mouvement ouvrier* », le rassemblement en question « *pour une opposition de gauche* » ne rassemble... pas grand monde. À part nous. Notre trop petit parti en quête de levier démultipliateur se trouve être souvent celui qui apporte le plus de forces militantes aux collectifs « unitaires », plus riches en sigles qu'en militants. Comme bien des camarades qui passent une bonne partie de leur énergie à faire fonctionner ces collectifs en font l'amère expérience. Le Front unique, c'est bien joli, mais nous ne sommes plus dans les années 1930 avec les bases ouvrières de la SFIO et du PC...

Illustration de ces derniers mois : la manifestation des collectifs 3A du 15 novembre dernier, contre le budget discuté à l'Assemblée. Notre parti en a fait son axe

principal de mobilisation depuis l'été. Résultat : plutôt un non-événement (l'unité ne mobilise pas toujours). Mais néanmoins une occasion pour les médias de ne montrer dans leurs brefs reportages que les ténors du Front de gauche, Mélenchon en tête, quelques chefs syndicalistes ou membres d'Europe Écologie les Verts, sans oublier, événement notable, la présence de ces « Affligés du PS » plus frondeurs que les frondeurs. Quant au NPA, le prolétariat militant dévoué des collectifs, il est passé totalement inaperçu, tout comme sa « radicalité », fondue dans l'appel commun. Il n'y a vraiment pas de justice.

Alors, comment faire de la politique ?

En sommes-nous réduits, par le biais de la politique réduite aux alliances, à jouer les mouches du coche auprès d'appareils réformistes eux-mêmes peu influents, mais rodés au jeu parlementaire et liés par mille liens aux institutions politiciennes et électorales ? Ce qui, on l'a vu, ne nous rend même pas « plus visibles », c'est le moins qu'on puisse dire.

Oui, il faudra que la classe ouvrière mène sa politique, c'est-à-dire forte de sa propre mobilisation, être en mesure de prendre la tête des contestations des autres couches exploitées ou opprimées de la société. Mais pour s'en donner les moyens, il lui faudra avoir comme perspective non pas l'unité des appareils syndicaux ou politiques de plus en plus intégrés au système et coupés de leur base, mais l'unification de ses nombreuses luttes aujourd'hui éclatées. Quant à notre parti, à lui de se donner les moyens de proposer cette perspective politique. Donc, priorité à nos efforts d'implantation dans la jeunesse et le monde salarié. Cela aussi, c'est faire de la politique.

Qui sommes-nous ?

Le NPA veut regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti pour le socialisme, écologiste, féministe, internationaliste, démocratique.

Le capitalisme est basé sur la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange, de communication, et sur l'exploitation de la majorité de la population par une classe dominante minoritaire et parasitaire. Il n'est ni amendable ni réformable.

Ce ne sont pas les besoins des populations qui guident la marche de la société mais la recherche du profit. La course à la compétitivité et le productivisme exacerbé accentuent la crise écologique et le désastre social qui entraînent la détérioration des conditions de vie et de travail. Les financiers, les grands patrons, et les politiques à leur service, conduisent le monde dans une impasse : récession économique, chômage, pauvreté, famine... La démocratie est étouffée. La montée des forces réactionnaires, dont les intégrismes religieux, développe les préjugés nationalistes, racistes, sexistes et homophobes, et annonce de nouvelles menaces de guerres contre les peuples.

Pour défendre les acquis, gagner de nouveaux droits, il faut en finir avec la domination des classes capitalistes et des États à leur service, pour construire un socialisme du 21^e siècle.

Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises, devront être socialisés sous le contrôle des travailleurs et de la population, qui en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. La production et la répartition des richesses pourront alors bénéficier à la société tout entière.

Une telle réorganisation de la société nécessite la conquête du pouvoir par le monde du travail, la majorité, qui prendra en charge la marche de la société, la gestion des affaires publiques, instaurant une vraie démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société. Parce que, comme Marx, nous sommes convaincus que « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ».

Pour nous rejoindre, contactez-nous : ecrire@npa2009.org

PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

PLATEFORME 5 CGT : aider les syndiquéEs à chasser Lepaon... et toute la politique de collaboration de classe !

Les révélations se sont succédé sur les faveurs (auto-) accordées à Lepaon, toutes plus écœurantes les unes que les autres. Mais Lepaon n'est pas seulement un bureaucrate qui a profité de sa position pour s'enrichir. C'est aussi un lâche qui se défait de toutes ses responsabilités. Mais, plus fondamentalement, il aggrave la politique de dialogue social de Thibault, il ne prend aucune initiative significative contre les attaques patronales et gouvernementales, et il s'est ouvertement assis sur les principes fondamentaux de la CGT : l'antagonisme entre les intérêts des travailleurEs et ceux des patrons, et donc la nécessité de la lutte des classes pour faire avancer les droits des travailleurEs. Lepaon est donc un bureaucrate embourgeoisé dont il faut se débarrasser de toute urgence. La multiplication des réactions internes montre que la CGT n'est pas morte comme syndicat de classe contre le patronat. Nous ne devons pas nous contenter de commenter ces événements. Il faut se positionner contre tout replâtrage bureaucratique au sommet, et appuyer publiquement touTEs celles et ceux qui réclament un congrès extraordinaire. Car il faut que les militantEs discutent du fonctionnement et de l'orientation

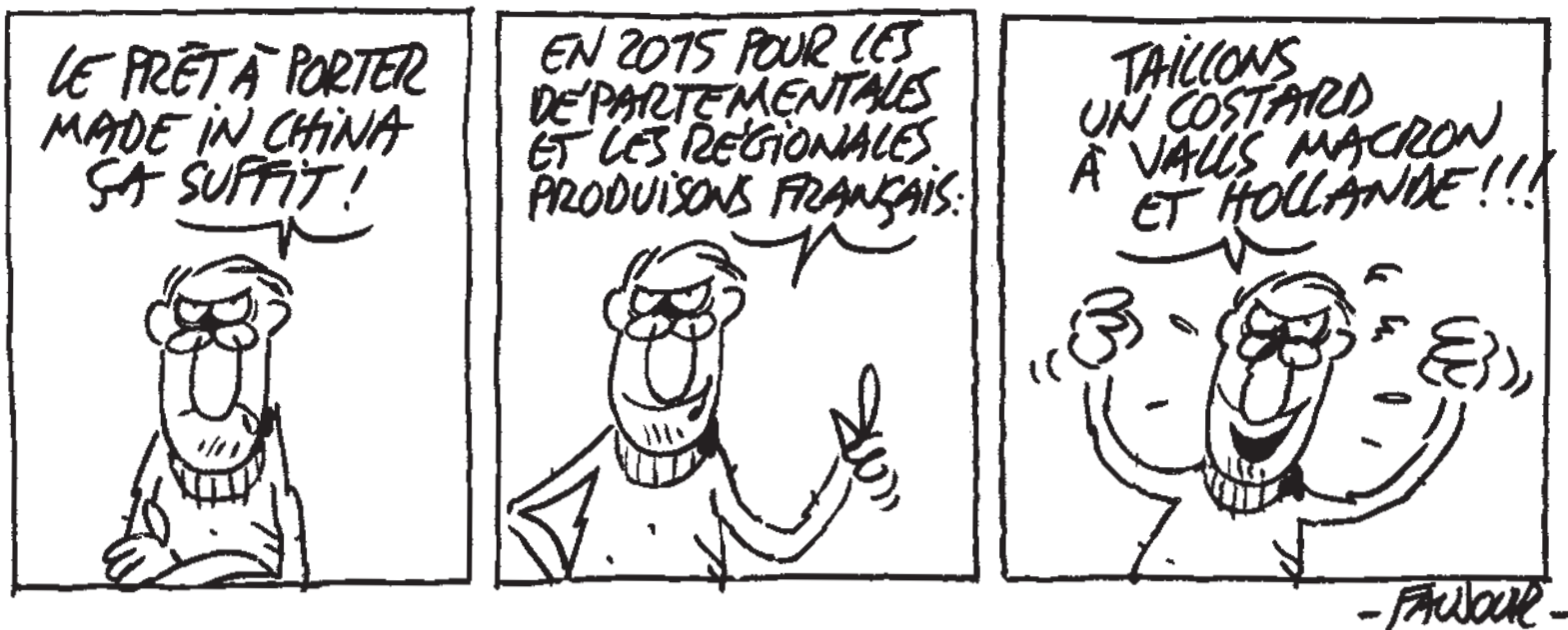
de la CGT. Il faut mener la bataille pour un congrès démocratique, en finir avec le document unique, l'interdiction des textes alternatifs et la désignation des délégués par les sommets de l'appareil. Le drame est qu'aujourd'hui il n'y a pas de courant organisé face aux bureaucrates. Il existe bien sûr des équipes syndicales combattives, mais celles-ci ne sont pas coordonnées. Du coup, elles sont marginalisées ou broyées par l'appareil. Des centaines de militantEs quittent la CGT par dégoût car elles/ils n'ont aucun outil pour résister aux bureaucrates. C'est un immense gâchis, et les organisations d'extrême gauche portent évidemment leur part de responsabilité, car elles n'ont pris aucune initiative pour organiser les militantEs lutte de classe face aux bureaucrates.

Des militantEs du NPA ou d'autres organisations ont par le passé essayé de construire cette opposition interne aux bureaucrates, mais elles/ils l'ont fait sans l'aide de leur parti. Une dynamique unitaire s'était créée en soutien à la candidature Delannoy contre Thibault en 2009. C'étaient les premiers moments du NPA, et la direction de notre parti a hélas ignoré cette opposition interne à Thibault. Pire, elle avait cru bon de rassurer les bureaucrates

qui au printemps 2009 avaient accusé le NPA de vouloir influencer l'orientation de la CGT : « *Le NPA a tenu à dire à la CGT que sa crainte de construction d'un courant NPA dans la CGT était sans fondement* ».

Depuis, la direction de notre parti n'a pris aucune initiative pour aider à la construction d'un courant lutte de classe intersyndical ou à l'intérieur de la CGT. Il faut que nous décidions enfin de mettre le parti au service de la constitution d'un tel courant. Ce combat est et sera porté par la P5 lors du prochain congrès du NPA et d'autres camarades partagent cet objectif. Il ne s'agit pas de court-circuiter la démocratie syndicale, mais de la restaurer et de prendre des initiatives pour aider au rassemblement des militantEs lutte de classe, pour la rupture de la CGT avec le gouvernement. Les discours sur « il faut un nouveau mai 68 », « il faut des mobilisations puissantes » ne peuvent que paraître pour ce qu'ils sont, incantatoires et abstraits, s'ils ne sont pas accompagnés d'une politique concrète de combat organisé contre les bureaucraties syndicales. C'est pourquoi nous portons centralement cette question au congrès, en lien avec notre projet d'un NPA communiste et autogestionnaire.





L'Anticapitaliste | Libre expression

GRÈCE “ le peuple porte ses espoirs sur le vote Syriza, mais le rapport de forces n'a pas changé ”



Entretien. Les élections législatives ayant lieu dans moins de trois semaines, le week-end dernier se sont tenues diverses réunions, dont les AG locales d'Antarsya (nous y reviendrons la semaine prochaine) et le Comité central de Syriza, suivi d'une conférence nationale. Initialement prévue sur deux jours, cette conférence nationale s'est conclue le samedi soir, ce qui a provoqué des protestations. Au-delà de différentes annonces, dont une série de mesures technocratiques sur la réforme de l'État (sans mention du moindre contrôle ouvrier!), et alors que la période très complexe ouvre à bien des questions, la direction de Syriza a ainsi préféré donner l'image d'un parti qui parle d'une seule voix. Pour parler de cette période et des perspectives, nous avons interrogé **Antonis Davanellos**, membre de la direction de DEA, l'une des composantes révolutionnaires de la Plateforme de gauche de Syriza.

Quelles sont les principales décisions de ce week-end ?

La principale décision du Comité central puis de la conférence de Syriza, c'est que la campagne se fera sur la base du programme de Salonique, sur des questions liées aux acquis démocratiques et aux libertés, ainsi que sur le financement du programme. La politique de Syriza est officiellement la suivante : promesse de suppression des mémorandums et des mesures réactionnaires, refus de demander de nouveaux prêts ou d'un nouveau memorandum, bataille sur la question de la dette au niveau européen, en liant la question de la dette grecque à celle de l'Italie, de la France, du Portugal... La seule question sur laquelle il peut y avoir négociation avec l'UE et les prêteurs est celle de la dette, la suppression des mémorandums et des mesures réactionnaires ne relèvent que de la décision d'un gouvernement de gauche.

Cette ligne est clairement celle d'un affrontement avec le système intérieur et international, et je pense que la direction de Syriza va subir des pressions pour reculer et aller vers un compromis avec l'Union européenne. Mais il est important de voir que cela ne s'est pas produit : ce week-end a montré une nouvelle fois que Syriza en tant que parti est une réalité que personne ne peut sous-estimer ! Des confrontations avec l'aile gauche ont eu lieu sur le fait que pour celle-ci, il est impossible d'accepter sur les listes des sociaux-démocrates, même si ceux-ci en sont venus à rompre avec le Pasok : le cœur de nos alliances doit être avec le KKE (PC grec) et Antarsya.

Peux-tu rappeler les points clés du programme de Salonique ?

Ce sont des engagements pris publiquement par Tsipras en septembre : ramener les salaires et les retraites à leur niveau d'avant la crise ; retour aux conventions collectives telles qu'elles existaient ; retour à un seuil minimum de revenu imposable de 12000 euros ; suppression de l'insupportable taxe sur le fioul de chauffage. Pour les couches populaires les plus pauvres, des mesures d'urgence anti-crise comme la gratuité de l'eau et de l'électricité, ainsi que le gel des dettes.

Ces mesures se placent du point de vue de la direction de Syriza dans une conception de relance de l'économie que certains pourraient dire keynésienne, mais j'estime que leur importance aux yeux de la société grecque est ce message anti-crise comme la gratuité de l'eau et de l'électricité, ainsi que le gel des dettes.

Quels sont les débats dans la Plateforme de gauche ?

Elle avance trois points principaux : tout d'abord que le projet politique de Syriza doit être soutenu par un mouvement de classe à la base. Ensuite, la nécessaire radicalisation du programme de Syriza, avec insistance sur l'annulation de la plus grande partie de la dette, la nationalisation des banques et le retour en arrière sur les privatisations. Enfin, que les seules alliances politiques sont à chercher avec la gauche : l'objectif est un front commun Syriza / KKE / Antarsya, d'où le mot d'ordre de la Plateforme d'un gouvernement de gauche et non pas « de sauvetage national » ou pire encore « d'unité nationale »...

Par ailleurs apparaissent ces derniers temps dans Syriza d'autres forces radicales provenant de la majorité et insistant sur les questions de démocratie et de fonctionnement du parti.

On peut lire (dans le journal Epochi lié à la majorité de Syriza) que la seule arme de la droite, ce sont les divisions internes et que Syriza doit parler d'une seule voix. Que dire par rapport à cet appel à taire les oppositions de gauche ?

Il est clair que dans l'actuel combat politique, un certain degré de discipline est indispensable. En même temps, on a obtenu dans Syriza la garantie du droit de tendance, la possibilité d'oppositions politiques qui sur des thèmes de première importance, doivent pouvoir être fermes.

À mon avis, ce n'est pas un hasard si ces derniers temps, les questions de discipline au sein de Syriza correspondent à un déplacement vers la droite, avec des déclarations de cadres ou députés promouvant publiquement la nécessité d'un compromis avec la bourgeoisie, surtout européenne. Au contraire, la Plateforme soutient la prise de décisions collective et le fonctionnement du parti de bas en haut. Nous avons confiance dans la base et on peut considérer que le combat politique pour l'orientation de Syriza n'est pas définitivement tranché.

À lire les textes de DEA ou R-Project, on dirait que le mouvement de masse s'enthousiasme pour Syriza et sa possible venue au pouvoir. Penses-tu vraiment que ce soit le cas ?

À vrai dire, le mouvement de masse a reculé ces derniers temps, au moins au niveau central. Malgré

tout, il existe d'importants combats dans différents secteurs et régions. Ce que cela traduit à mon avis, c'est que provisoirement le peuple porte ses espoirs sur le vote Syriza, mais le rapport de forces n'a pas changé : la première période d'un gouvernement de gauche sera donc cruciale, avec d'importantes luttes, de fortes demandes et des espoirs auxquels il faudra rendre justice. Ainsi, le caractère du gouvernement de gauche est un pari ouvert : il sera jugé sur la politique de Syriza mais principalement par la résistance et les luttes des travailleurs.

Quel rôle donnes-tu à la solidarité en Europe ?

La lutte pour mettre fin à l'austérité peut commencer en Grèce, mais elle ne pourra pas être menée à terme si l'y a pas de mobilisations de grandes forces du mouvement ouvrier dans toute l'Europe. Tout notre espoir, c'est que la victoire politique en Grèce soit suivie d'un effet dominos de changements en Europe !

Nous demandons donc la solidarité de nos camarades européens qui ne doivent pas laisser les grandes puissances étrangler le gouvernement de la gauche et le mouvement ouvrier en Grèce. Mais cela ne peut être que le début d'un affrontement global contre l'austérité barbare sur tout le continent, et nous savons de par l'histoire que cette guerre peut certes commencer dans un petit pays mais qu'elle sera définitivement gagnée dans les rues de Rome, de Madrid et de Paris. C'est l'heure d'agir : voilà ce que peuvent attendre de mieux Syriza et la gauche grecque !

Propos recueillis par Tassos Anastassiadis et Andreas Sartzekis

Vu ailleurs

Le Monde.fr UN « SOCIALISME QU'ON NE FUIRAIT PAS ».

La commémoration, cet acte politique lesté d'enjeux qui comme on le sait ne sont pas que mémoriels, peut nuire gravement à la vérité historique. Laissons de côté celle de 1914-1918 et tournons-nous vers nos voisins d'outre Rhin. La fièvre commémorative qu'a connue Berlin l'automne dernier vient de nous en administrer la preuve. [...]

Un an auparavant, le 9 novembre 1988, les deux Allemagnes avaient rivalisé dans la piété commémorative de la « nuit de cristal » survenue 50 ans plus tôt. Une commémoration en masque toujours une autre. Cette année les cérémonies en souvenir du pogrom nazi ont été éclipsées par la joie ressuscitée des vingt-cinq ans de la chute du Mur. Fidèle à son engagement, Hans Coppi, ce fils d'un couple de résistants du réseau dit de « l'orchestre rouge », né en prison (l'exécution de sa mère avait été repoussée jusqu'à l'accouchement), avait convié au nom du Comité antifasciste à la commémoration du 9 novembre 1938 sur le site de l'ancienne prison et lieu d'exécution de Plötzensee. S'y retrouvèrent quelques vieux antifascistes accompagnés d'ex citoyens de RDA qui, pour la plupart, n'avaient pas souhaité la disparition de leur pays. À l'époque c'étaient des partisans de la « troisième voie » dont l'écrivaine Christa Wolf fut le porte-parole, celle d'un « socialisme qu'on ne fuirait pas ». [...]

Ce n'est pas la chute du Mur qu'on vient de célébrer en Allemagne, mais la réunification. En dépit du lien qui les relie et qu'on a fini par croire naturel comme on avait fini par trouver normale la division de l'Allemagne auparavant, il s'agit de deux événements distincts. Oubliée par les médias, ignorée par une historiographie de la RDA encadrée par des historiens originaires des rives du Rhin ou de Bavière, la part non négligeable de la société est-allemande que n'enchantait pas le plan du chancelier Kohl lancé à la fin de ce mois de novembre euphorique fut pourtant une réalité.

Sonia Combe, « Les commémorations ratées de l'automne allemand », *Le Monde.fr*, 2 janvier 2015

S'abonner à l'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo
<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel	Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 14 €
<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 28 €
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org